

le drapeau rouge

Mensuel du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

1€

Mars - avril 2007 - N° 16

L'invité du mois
Jerónimo Carrera :
Quelle unité pour les
forces révolutionnaires
au Venezuela ?

Services publics
Hold up à La Poste
227 bureaux visés !

Luttes
Au-delà du
Forum Social
Mondial de Nairobi

International
La Chine
et le grand bond
commercial

Éditorial

Plusieurs fronts, un seul combat!



S'agissant de la Première Guerre mondiale, qui dura quatre années, on a coutume de parler de la Grande Guerre. En ce début de XXI^{ème} siècle, depuis quatre ans, une autre guerre se poursuit loin des caméras. Cela fait quatre trop longues années que les États-Unis et leurs alliés font la guerre en Irak et que G. W. Bush persiste dans l'infamie et l'aveuglement.

Dans l'inconscience également. Ainsi, lors d'une somptueuse réception pour les adieux de Donald Rumsfeld au poste de Secrétaire de la Défense, Bush déclarait que l'invasion de l'Irak a représenté «un raz de marée dans

*l'histoire de la liberté humaine*¹. Pourtant, l'Irak n'a jamais été aussi loin de la paix et de la démocratie et c'est tout le Moyen-Orient qui est aujourd'hui à feu et à sang à cause des velléités belliqueuses de Washington et de la complaisance de nombreux États, dont la Belgique. C'est pourquoi, les rues de Bruxelles sont pleines du monde ce dimanche 18 mars pour dire NON à cette logique criminelle. Geste d'autant plus nécessaire que nous constatons que, tandis qu'à Londres Blair laisse la place à quelqu'un aussi servile que lui, un autre grand pays, le Japon, fort de son faucon de nouveau Premier ministre, se lance furieusement dans une spirale

belliciste avec le soutien de Washington et de l'UE. Ainsi, dans la triste géopolitique d'aujourd'hui, le caniche anglais sort pour laisser la place au pitbull nippon.

Aux antipodes, dans tous les sens du terme, le Président Chavez souhaite approfondir le projet de révolution bolivarienne au Venezuela et propose à toutes les forces qui soutiennent ce processus de s'unir dans un seul et unifié parti politique; proposition qui suscite des réflexions dont notre invité du mois, Jerónimo Carrera, Président du Parti communiste vénézuélien, nous présente les grandes lignes.

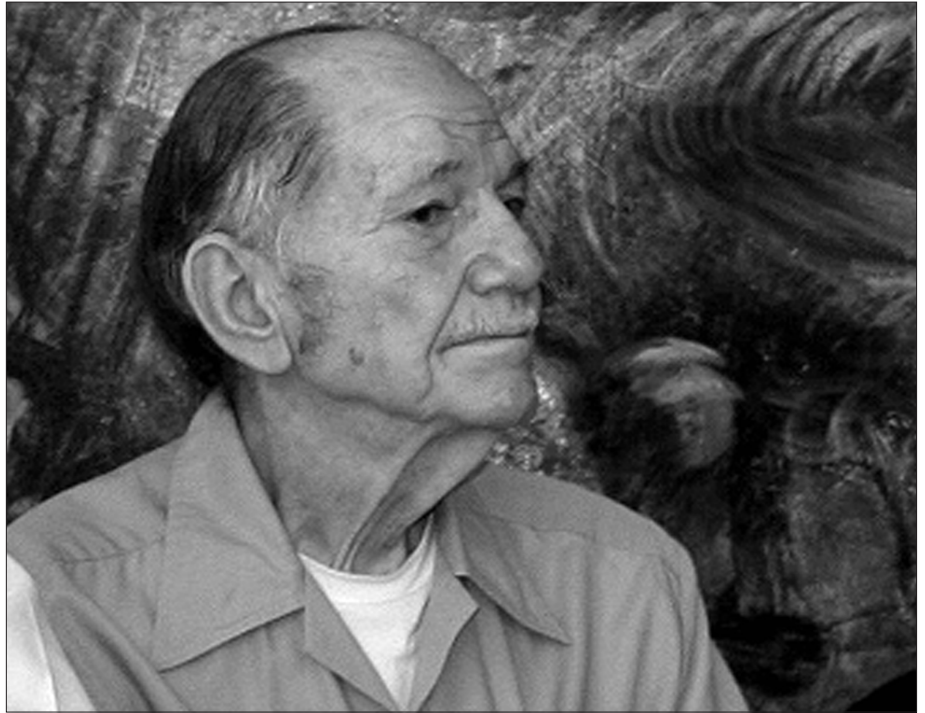
Pendant ce temps, nos oligarchies et leurs serviteurs politiques ne ralentissent pas leur course aux privatisations et autres libéralisations, de la poste à l'électricité. Et cette course porte ses fruits... pour les actionnaires. Jadis services publics, Belgacom annonce 1 milliard d'euros de bénéfices en 2006, Electrabel plus de 2 milliards et Fortis plus de 4 milliards. À titre de comparaison, le budget fédéral pour les pensions (moins de 6 milliards) est inférieur à cette somme cumulée et celui de la sécurité sociale (moins de 9 milliards) la dépasse à peine. Ignoble, simplement ignoble. Raison de plus pour renforcer nos luttes et le Parti de ces luttes qui sera partout où cela est possible au rendez-vous électoral du 10 juin. ●

¹ The New York Times, 09/01/2007

Jerónimo Carrera:

Quelle unité pour les forces révolutionnaires au Venezuela?

Après avoir remporté haut la main les élections présidentielles en décembre dernier, le président vénézuélien Hugo Chávez a appelé tous les partis soutenant la révolution bolivarienne à se dissoudre, afin de créer le Parti socialiste uni du Venezuela. Plusieurs partis ont déjà donné leur accord. Le Parti communiste vénézuélien ne s'est pas encore prononcé, mais un congrès est prévu début mars pour prendre décision. C'est dans ce contexte que Jerónimo Carrera, président du PCV, nous livre son analyse.



Le Drapeau Rouge: Quelle est la position du PCV par rapport à l'appel du président Chávez à former le PSUV?

Jerónimo Carrera: Nous avons reçu la proposition du président Chávez avec grand intérêt. Il nous paraît en effet nécessaire d'unifier nos forces. La division dans le camp anti-impérialiste ne fait que favoriser l'ennemi et surtout notre ennemi principal qui est l'impérialisme yankee. Cet appel à l'unité doit aussi être basé sur des perspectives claires. L'huile et le vinaigre sont très utiles dans une salade par exemple, mais ils ne se mélangent pas. Chacun de son côté apporte quelque chose. Au Venezuela la question se pose depuis de nombreuses années. On a connu l'expérience de Rómulo Betancourt, ex-militant communiste qui avait créé en 1941 un parti pluri-classiste. Mais ce parti (*Acción Democrática*) a pu grandir parce qu'il s'est rempli d'opportunistes et, arrivé au pouvoir en 1945, son bilan a été catastrophique pour le Venezuela. Cette évidence doit nous alerter aujourd'hui. Dans notre cas concret, nous nous mettons sincèrement à la disposition du président Chávez et du mouvement qu'il créera. Nous sommes décidés à appuyer la révolution bolivarienne jusqu'au bout, peu importe ce

que cela nous coûte. Mais cela ne peut pas signifier la disparition du PCV. Ce pays, comme chaque pays au monde, a besoin d'un Parti communiste. Les PC ne sont pas fondés pour le présent, ni en fonction d'une conjoncture donnée. Ils sont fondés pour l'avenir.

Pensez-vous que cette position pourrait affecter vos relations avec le président?

Non, en aucun cas. Tout d'abord, le président Chávez connaît bien les communistes vénézuéliens. Il a démontré qu'il nous respecte parce qu'il voit la différence entre la conduite de nos militants et celle de beaucoup de militants d'autres partis. Nous sommes un parti qui partage les conditions de vie de la classe ouvrière. Nos parlementaires ne sont pas là pour obtenir des bénéfices personnels, mais pour représenter les secteurs exploités et défendre le pays face aux attaques dont il est victime.

Le président Chávez a récemment nommé David Velásquez, jeune dirigeant du PCV, ministre de la Participation populaire et du Développement social. C'est le premier ministre communiste dans l'histoire du Venezuela. Comment le PCV interprète-t-il cette nomination?

Par le passé, il y a eu des ministres provenant du communisme, des «ex-communistes» qui, pour pouvoir être ministres, ont dû quitter le PCV. Pensons à Rómulo Betancourt (devenu président de la République) ou à Teodoro Petkoff. En ce qui concerne Velásquez, c'est la première fois qu'un communiste ne doit pas quitter le PCV pour devenir ministre. C'est une grande différence! Pour nous, il est très important que le camarade David réponde aux attentes que le peuple peut avoir envers un ministre communiste. Pour réaliser cela, il n'est pas nécessaire que le Parti communiste disparaisse. Et Hugo Chávez le sait. Il a montré une haute estime envers le PCV et sait quelles sont les conditions de sa participation à l'exécutif qu'il préside.

De nombreux secteurs de la population espèrent que, en 2007, la révolution prendra une nouvelle orientation, qu'elle se radicalisera. Quel sera le compromis du PCV pour atteindre cet objectif?

Pour nous, le développement historique n'est pas une question de dates. On ne peut pas séparer les faits entre eux, il y a toujours un lien. Ce qui se passe aujourd'hui est en bonne partie le produit de ce qui s'est passé hier. Nous

ne nous limitons pas à voir le présent, mais nous tenons toujours compte du futur. Lorsque le PCV a été formé, il n'y avait pratiquement pas de classe ouvrière. On aurait pu se demander pourquoi alors créer un Parti communiste. Cependant, les militants qui ont fondé ce parti pensaient au futur. C'est pourquoi aujourd'hui nous essayons de comprendre ce que peuvent devenir le Venezuela et le monde dans 20 ou 30 ans. Tout cela non pas grâce à une boule de cristal mais bien par l'étude. Et là se trouve précisément le grand mérite de l'œuvre de Marx et Engels. Ce sont eux qui ont donné les clés pour comprendre le développement historique. Nous pensons que l'avenir de la révolution bolivarienne qui prétend construire le socialisme est intimement lié au développement de processus similaires dans le reste du continent et ne peut pas rester isolée dans un pays relativement petit. Même si ce pays a des ressources pétrolières. Ce n'est pas simplement une question de ressources. Nos ennemis ont certainement plus de ressources que nous.

On observe une forte dépendance envers la personne de Chávez. Comment analysez-vous la capacité d'auto-organisation de la population, sa capacité de prendre en main sa révolution ?

Il s'agit d'un phénomène qui a attiré l'attention des marxistes dans le monde entier. Apparemment, toute révolution est emmenée par un personnage déterminé. Ce personnage, comme tout être humain, a des vertus et des défauts. Nous ne pensons pas que les révolutions puissent dépendre d'une seule personne. Nous pensons que ce sont les masses organisées qui doivent mener à bien ce processus. Et plus concrètement la classe ouvrière, en alliance avec d'autres secteurs (dans le cas classique de la révolution russe, ce fut l'alliance ouvrière-paysanne, liée à certains secteurs de l'armée du tsar). Nous aussi croyons à l'union avec d'autres secteurs. Nous n'allons pas tomber dans la tentation de croire qu'on pourrait instaurer un pouvoir ouvrier exclusif sans tenir compte des autres forces existant dans notre société. Nous sommes dans une phase dans laquelle il devient indispensable de créer un grand front pour affronter la menace impérialiste et les actions de la cinquième

colonne que cet impérialisme possède en Venezuela. Et il ne s'agit pas d'une force négligeable ! On a pu voir comment, lors des dernières élections, quelque 4 millions de Vénézuéliens¹, consciemment ou non, ont voté en faveur de l'impérialisme. Nous avons donc besoin de continuer à travailler afin d'éclaircir le processus en cours aux yeux des masses. Et nous avons une grande faiblesse de ce côté-là car pratiquement tous les médias sont aux mains de l'ennemi. Ce qui revient à dire qu'une bonne partie de l'arsenal politique que requiert une révolution n'est pas entre nos mains. Et ça, c'est une carence très grave.

La décision de ne pas renouveler la concession de la chaîne RCTV provoque les foudres de l'opposition². Comment empêcher les mensonges des médias sans altérer le nécessaire débat entre révolutionnaires ?

C'est un problème difficile à résoudre. C'est même un des problèmes clés d'un processus révolutionnaire. En ce qui nous concerne, nous faisons nôtre la théorie classique de la révolution, formulée par Marx et Lénine. Nous sommes partisans de la dictature du prolétariat. Ce terme «dictature» est mal interprété, du moins dans un sens marxiste. Le marxisme part de l'idée que l'État est une création de la classe dominante, afin de pouvoir exercer sa

Ce qui prédomine dans la révolution bolivarienne, c'est la petite-bourgeoisie et non le prolétariat

domination. Il s'agit donc de la dictature d'une oligarchie. Mais on peut aussi avoir la dictature d'une majorité sur une minorité. Et c'est précisément ça, le socialisme. Par contre, ce qu'on appelle la «démocratie bourgeoise», c'est la dictature d'une minorité sur la majorité. Mais les gens ont peur du terme «dictature du prolétariat».

Aujourd'hui, au Venezuela, et il faut le dire franchement, ce qui prédomine dans la révolution bolivarienne, c'est la petite-bourgeoisie et non le prolétariat. Donc, nous aurions une dictature de la petite-bourgeoisie. Mais je préfère une dictature de la petite-bourgeoisie à une dictature de la bourgeoisie comme nous l'avons eue jusqu'à présent. Ce serait

déjà un changement révolutionnaire. Le risque réside dans le fait que la petite-bourgeoisie est, dans sa majorité, formée d'aspirants bourgeois. Nous l'avons vu dans de nombreuses révolutions, comme au Mexique en 1911. Ce fut un mouvement extraordinaire, mais les fils, et plus encore les petits-fils de ces révolutionnaires, sont devenus des propriétaires, des bourgeois. Et on a vu comment cette révolution s'est terminée. On peut même dire que cela s'est aussi passé avec la révolution russe, qui était pourtant une révolution prolétarienne, comme on n'en a plus eu jusqu'à aujourd'hui. Cependant, les petits-fils de ces prolétaires ont fini par vendre la révolution. Ils se sont enrichis et se sont appropriés les entreprises que leurs pères et grands-pères avaient construites.

Nous devons donc rester attentifs et essayer de faire en sorte que cette révolution bolivarienne, aux mains de la petite-bourgeoisie, n'engendre pas en une nouvelle bourgeoisie qui répèterait ces phénomènes. Et pour cela il est nécessaire de renforcer la classe ouvrière. C'est, selon moi, le devoir fondamental de la révolution bolivarienne si elle veut amener le *proceso* à son but historique, qui est d'unifier le continent sous une forme confédérale (un peu similaire à ce qu'avait tenté Lénine avec l'Union soviétique, en créant 15 républiques

avec des peuples divers). En Amérique latine, cela pourrait être plus facile, parce que la diversité est moindre. Pour y arriver, il est nécessaire de créer un pouvoir réellement révolutionnaire, qui soit en garde contre l'embourgeoisement des révolutionnaires eux-mêmes.

Propos recueillis, à Caracas, par
SÉBASTIEN BRULEZ

¹ Le candidat de l'opposition, Manuel Rosales, avait recueilli 4 287 467 voix, contre 7 300 988 pour Chávez.

² Le gouvernement a décidé de ne pas renouveler la concession octroyée à la chaîne privée Radio Caracas Televisión (RCTV). Cela n'implique nullement la fermeture de la chaîne, car elle pourra continuer à émettre par satellite.

Hold-up à La Poste : 277 bureaux visés

L'administrateur délégué de La Poste, Johnny Thijs, a confirmé fin 2006 la fermeture de 277 «petites agences postales» en 2007. Une première vague touchera 160 bureaux dès les mois de février et mars, les autres devant être fermés à l'automne prochain.

Il s'agit d'une nouvelle et importante conséquence de la privatisation de ce service public. Malheureusement, ceci fait partie d'un processus rôdé qui est loin d'être arrivé à son terme et qui causera encore beaucoup de fermetures de bureaux et de nombreuses nouvelles pertes d'emplois en plus des 4.290 contrats de travail non renouvelés entre 2003 et 2005.

Le PS, moteur de la privatisation de la poste belge

En réalité, la privatisation de la poste belge, comme de bien d'autres entreprises publiques, est une opération de longue haleine, préparée depuis une vingtaine d'années. Dans les années 80, Elio Di Rupo parlait déjà de «consolidation stratégique des entreprises publiques». Concrètement, il s'agissait ni plus ni moins d'une privatisation larvée. En 1981, il faisait passer une loi sur les entreprises publiques autonomes et les sociétés anonymes de droit public. La machine était lancée. En 1999, c'est encore Di Rupo, alors ministre, qui signa l'arrêté royal ouvrant la poste à la concurrence pour le courrier de plus de 350 grammes.

Dans un communiqué de presse du 14 novembre 2001, le PS déclarait s'opposer «à la privatisation de La Poste, à la mise en bourse, ainsi qu'à toute réduction supplémentaire de personnel... Le PS rappelle que, contrairement aux entreprises privées,

une entreprise publique n'a pas, pour lui, comme objectif la recherche du profit pour ses seuls actionnaires mais a vocation d'offrir, à un prix abordable, un service de qualité à l'ensemble de la population.

Pourtant, en octobre 2005, le gouvernement belge (avec les socialistes du nord et du sud) et La Poste concluaient un partenariat stratégique avec le consortium formé par Post Danmark et CVC Capital Partners. Ce consortium entrait dans le capital de La Poste par le biais d'une augmentation de capital de 300 millions d'euros. Pour une croûte de pain au regard de la valeur de la poste, ce consortium pèse aujourd'hui 50% moins une action dans la société publique belge¹ et a reçu la garantie dès 2008 d'un dividende annuel minimum de 10 millions d'euros.

Qui sont ces nouveaux propriétaires ?

CVC Capital Partners, fonds d'investissement britannique pour lequel, troublante «coïncidence», le patron de La Poste, Johnny Thijs, travailla jusqu'en 2004², est spécialisé dans la transformation d'entreprises publiques en sociétés purement privées. Depuis sa création en 1981, il a réalisé plus de 220 acquisitions d'entreprises d'une valeur totale dépassant les 60 milliards de dollars, ciblant des entreprises qui ont une position de leader sur le marché, sont stables et rapportent plus que la moyenne. Sous sa houlette, La Poste danoise, que l'on nous présente en modèle, est passée de 32.000 postiers en 1999 à moins de 22.000. Notons également que, sur 1000 points de vente actuels au Danemark, seuls 287 sont des bureaux de poste, les autres étant sous-traités, que 10% seulement du personnel est statutaire, que la productivité par employé est l'une des plus élevées d'Europe et que le prix du timbre y est 20% supérieur à celui pratiqué chez nous. Voilà l'avenir tracé pour La Poste belge.

Restructurations en vue et au lendemain de la privatisation

Préparant sa privatisation, La Poste a particulièrement sabré dans ses effectifs en 2005, ceux-ci ayant baissé de plus de 6%. On ne peut arguer que cela est dû uniquement à une désaffection pour les envois postaux, puisque dans le même temps, La Poste a eu recours de plus en plus au travail intérimaire avec plus d'un million d'heures de travail (une progression de 116% par rapport à 2004). Depuis, le processus de rentabilisation à tout prix s'accélère.

Il y a tout d'abord le plan *Géoroute 2*. Concrètement, il s'agit d'un durcissement des méthodes de comptage et des normes afin d'augmenter la pression de travail, ce qui supprimera à terme un millier d'emplois. Un projet est par ailleurs à l'étude afin de transformer les contrats des distributeurs, actuellement statutaires ou sous contrat à durée indéterminée, en contrat à temps partiel et à durée déterminée, comme au Danemark et aux Pays-Bas. Actuellement, des distributeurs précaires sont déjà embauchés avec des contrats de «réactivation» d'une durée de 6 mois renouvelables 3 fois maximum.

La Poste s'est également attelée à la construction de quatre nouveaux centres de tri et à l'automatisation d'un cinquième à Bruxelles. Ceux-ci fonctionneront avec moins de personnel au niveau du centre même, mais ils auront également des conséquences pour les équipes de tri des bureaux distributeurs³. Bien évidemment, les gestionnaires de la poste ne prévoient pas de compenser cette augmentation de productivité par une diminution du temps de travail, mais par la perte de 1.000 à 2.000 emplois. Il est à noter également que La Poste, faisant le choix de la rentabilité à court terme, a opté pour le «tout par la route» en ne plaçant plus ces nouveaux centres de tri aux abords de

voies ferrées, comme cela était le cas, mais bien le long d'axes autoroutiers. Ce choix est écologiquement catastrophique à l'heure où l'urgence des enjeux climatiques se fait jour, mais il est complètement dans la logique capitaliste actuelle.

Par ailleurs, depuis 2003, ce sont plus de 2.500 boîtes à lettres qui ont été supprimées, car jugées non rentables. Et ce mouvement est appelé à se poursuivre.

Enfin, c'est aujourd'hui la fermeture de 277 bureaux qui est en cours. À terme, c'est la moitié des bureaux de poste du pays, environ 650, représentant un millier d'emplois, qui seront fermés. À la place, la poste proposera des *points-poste* dans des magasins, gares, administrations communales. Ils seront gérés par du personnel non-postier et beaucoup de services postaux, essentiels comme les opérations bancaires, n'y seront plus assurés⁴.

Toutes ces restructurations auront toujours davantage de conséquences négatives, tant pour les nombreux travailleurs de la poste que pour ses usagers. Très clairement, pour les gestionnaires actuels de *La Poste*, les bénéfiques (car il ne s'agit pas simplement de rentabilité) passent avant la notion de service public.

Logique capitaliste aux dépens du bien collectif

Le cas de *La Poste* est particulièrement exemplatif. Depuis 20 ans, tous les milieux politiques clament que les problèmes de non-rentabilité, de précarité, de chômage et de pauvreté trouveront une solution satisfaisante pour tous par ce qu'ils appellent la «libéralisation des monopoles publics». Cette privatisation des services publics est délibérément qualifiée de «libéralisation» car cela lui donne un petit air de liberté, de souplesse et de modernité. Les véritables questions, que ce soit l'égalité d'accès des citoyens à certains services essentiels (énergie, eau, transport, poste, banque,...) ou l'opportunité de remettre entre des mains privées la gestion de ceux-ci, sont systématiquement éludées.

Le fait nouveau est que les formations politiques de gauche se sont mises à

relayer avec zèle le discours du patronat et des spéculateurs financiers qui trouvaient pourtant déjà de fidèles partisans dans les partis libéraux.

Même si de multiples expériences de privatisation de services publics, comme le chemin de fer britannique, montrent aujourd'hui clairement l'impasse à laquelle elles conduisent, les privatisations s'accroissent sous la pression d'une Union Européenne soumise aux lobbies. Pourquoi? Parce que, depuis les années 70, les milieux industriels et financiers cherchent de nouveaux marchés à faible risque et que les services publics se sont révélés être un terrain juteux, d'autant plus juteux que les pouvoirs publics en gardent les parties les moins rentables financièrement⁵.

Par ailleurs, les États sont actuellement peu en mesure de résister (même s'ils en avaient la volonté) car leurs caisses sont vides suite aux nombreuses baisses d'impôts accordées aux patrons ces dernières années. La boucle est ainsi bouclée.

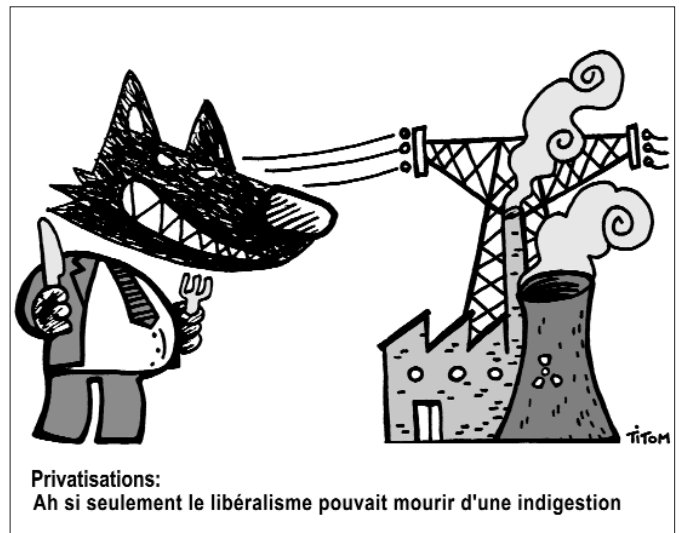
En conclusion : avenir sombre ou résistance citoyenne

À partir de 2009, le marché postal sera totalement ouvert à la concurrence, annoncent les dirigeants européens, y compris les lettres de 50 gr et moins, qui sont actuellement encore le monopole des postes nationales. Le Parlement européen doit voter cette libéralisation en 2007. Il y a donc urgence.

Même si certains élus socialistes font mine aujourd'hui de dire stop à cette poursuite d'un processus de privatisation qu'ils ont largement contribué à amorcer⁶, c'est bien au sein des travailleurs de *La Poste*, des syndicats, des usagers et de la gauche antilibérale que doit naître le front du refus.

Un gouvernement au service des besoins sociaux devrait défendre et maintenir une poste publique au service

et à l'écoute des citoyens, un service grâce auquel nous sommes reliés à nos proches et accédons à l'information (journaux, feuilles d'information...) pour une somme modeste, un service de proximité pour celles et ceux qui ne possèdent pas de moyen de transport, un outil de cohésion sociale via le facteur de quartier. Au lieu de cela, Elio Di Rupo et Johan Vande Lanotte, les présidents actuels du PS et du SPa, ont joué un rôle central dans sa privatisation.



À nous d'inverser la tendance. À nous aussi de demander des comptes à celles et ceux qui bradent nos services publics. À nous enfin de les sanctionner politiquement.

PIERRE EYBEN

¹ L'évaluation de La Poste belge à 600 millions d'euros ne manque de surprendre lorsque l'on sait que La Poste danoise, plus petite que la belge, était évaluée récemment à 1 milliard d'euros. Par ailleurs, dans le rapport annuel 2004 de La Poste, son seul patrimoine immobilier (prudemment chiffré à sa valeur d'achat), se montait à 470 millions d'euros.

² Le monde (surtout celui des affaires) étant petit, il est également à noter que Didier Bellens, actuel patron de Belgacom fait partie de son advisory board.

³ Plusieurs évaluations font état de deux tiers de travail en moins.

⁴ Il faut noter que la banque de La Poste a elle aussi été privatisée avec l'arrivée de la multinationale Fortis, arrivée coïncidant avec la fin du CCP gratuit. Cette gratuité était sans doute inacceptable pour une banque qui nous fait dorénavant payer le fait que nous lui confions notre argent.

⁵ C'est par exemple le cas de l'infrastructure ferroviaire en Grande-Bretagne.

⁶ Le député socialiste européen Alain Hutchinson a de façon fort opportuniste lancé une pétition www.sosposte.eu signée, entre autres, ce qui est piquant, par Elio Di Rupo.

Violence à l'école: les questions essentielles

Les questions essentielles ont-elles été posées suite à l'agression à l'arme blanche du directeur d'une école catholique de Dinant par un élève de 16 ans?

Elle a révélé une prise de conscience syndicale tout à fait unique: le Front commun a pris l'initiative d'un arrêt de travail tous réseaux confondus. Bravo la solidarité! Mais des enseignants de l'enseignement public, notamment du réseau de la Communauté française, s'interrogent: pourquoi les agressions qui ont lieu dans leurs établissements publics n'ont jamais bénéficié d'un tel soutien syndical, même pas de la seule CGSP communautaire? L'enseignement privé deviendrait-il, même au niveau syndical, la mesure de toute chose?

La déclaration du Front commun syndical montre qu'il a compris qu'il devait aller au-delà des «mesurettes» de la convention collective qu'il vient de signer en demandant l'amélioration du cadre du personnel éducatif et la généralisation d'un personnel social, mais il ne sort pas du cadre scolaire. La violence est dans l'école, et c'est dans l'école qu'on doit la résoudre.

On y retrouve, en particulier, la naïveté des syndicats catholiques qui «croient» en la volonté politique proclamée du gouvernement au travers des *missions*, *contrats stratégiques*, *médiateurs*, *équipes volantes*, et autres services d'accrochage scolaire dont, à Bruxelles, les enseignants du réseau de la Communauté française attendent toujours les bienfaits¹. Seul Michel Vrancken, Président de la CGSP, a timidement dépassé le cadre scolaire en affirmant que «si on veut que l'école compense tous les manquements de la société, alors il faut lui en donner les moyens».

Pourquoi les réfugiés d'un pays où s'est déroulée une guerre atroce doivent-ils attendre plus de sept ans la régularisation de leurs papiers²? L'accueil des enfants par l'école peut offrir à ces

derniers un cadre de vie stabilisant. Mais que peut l'école contre la précarité de la situation en dehors de l'école et les tentations qui guettent un adolescent à l'enfance meurtrie? Cet arrêt de travail du 26 janvier dernier a été l'occasion de débats dans les écoles qui, selon les médias, ont privilégié l'émotionnel, le psychologique, le relationnel, débouchant sur «il suffit d'y mettre du sien, de dialoguer». Quels enseignants ont préparé les élèves à être des citoyens responsables, comme le prescrit le *décret mission* en ciblant les vrais coupables? L'UE, trop frileuse pour intervenir dans le conflit yougoslave, qui refuse toujours d'aborder la question des réfugiés? L'Office des étrangers et le Ministre Dewael, qui accueillent les réfugiés comme des criminels? Ne sont-ils pas les responsables indirects de l'agression du directeur de l'Institut Cousot?

L'école n'est que le reflet de la société qui l'organise. Ce constat nous ramène au truisme: *pour changer l'école, changeons la société!* Un simple rappel: notre société réduit de plus en plus le service public, elle se laisse gouverner par la spéculation, c'est-à-dire l'argent, qui prend le pas sur la production (voir VW), une société dont le moteur est la «compétitivité».

Changer l'école sans changer la société?

Aujourd'hui «changer l'école» semblerait nettement plus facile que changer la société. L'APPED³ dans son dernier programme visant à réduire la fracture sociale a le courage de proposer, pour la première fois, «L'école commune... celle d'un seul réseau, forcément public»⁴. Projet effectivement révolutionnaire qui rejoint, à première vue,



Cette agression montre avec éclat combien l'école n'est pas un lieu isolé du monde qui l'entoure. Même à Dinant, ville habituellement paisible, une école catholique, dont le directeur est particulièrement attentif au dialogue avec les jeunes, n'a pu échapper à la violence. Violence qui se manifeste en dehors de l'école: celle de Joe à la Gare centrale à Bruxelles, celle de Bart à Ostende, pour ne reprendre que celles couvertes, récemment, par les médias.

une vieille revendication de la CGSP, de la gauche laïque en général. Mais alors pourquoi l'APPED pense-t-il que la lutte contre la fracture sociale passe par les derniers projets du contrat stratégique d'Arena auquel la CGSP a refusé de collaborer?

Selon l'APPED⁵, «l'évaluation externe» aiderait les enseignants à garantir un certain niveau, à s'interroger sur leur pratique. Dans le contexte actuel, quelles



que soient les précautions oratoires qui l'entourent, cette «évaluation» sera utilisée pour comparer écoles et réseaux, elle renforce la «compétition».

Arrêtons-nous à celle qui vient de se dérouler. Des inspecteurs ont cautionné un texte qui imite un texte spontané d'enfant où une enseignante prône l'apologie de la violence gratuite, seule voie offerte pour l'obtention des points, la rémunération scolaire. L'idéologie de nos gouvernants s'y dévoile au grand jour, celle que nous dénoncions déjà en 1990 en scandant dans la rue: «ils ont choisi l'ignorance!». Ceux qui affirment que les enfants seraient capables d'une lecture au second degré n'ont jamais quitté leur «ghetto intellectuel». Ce second degré n'est pas inné, il est fondamentalement culturel!

Voilà comment, en dépit des discours «contraires», le politique crée lui-même la discrimination sociale!

Absorption du public?

Les bassins scolaires seraient constitués suivant un découpage géographique en zones socialement mixtes (douce utopie à l'heure où la pauvreté ne cesse d'augmenter!). Les enseignants de l'enseignement public s'opposent à ce projet, ils savent pertinemment bien que ces bassins sont une nouvelle mesure qui permettra à l'enseignement privé d'avalier davantage le public. Qu'y aura-t-il encore de public dans cette fusion par absorption?

Ils sont quelques-uns encore à se souvenir d'avoir fréquenté l'enseignement officiel, où se retrouvait une population socialement mixte, plus mixte que dans l'enseignement privé. L'organisation de l'école catholique remonte aux XVI^e et XVII^e siècles quand, à côté des écoles pour l'élite dirigées par les *Jésuites*, ont été créées les écoles pour pauvres de la congrégation des *Frères des écoles chrétiennes*. Il en reste encore quelque chose. C'est exactement ce contre quoi se battent les syndicats catholiques, c'est-à-dire contre leur réseau fondamentalement sélectif. Restant attentifs à ne pas casser leur outil de travail, ils ont pris la fâcheuse habitude de considérer leur enseignement comme la mesure de toute chose, ce qui se passe dans leur réseau se passant nécessairement dans les autres. En quelque sorte, dans leur tête, la fusion par absorption des réseaux est déjà réalisée.



Il est loin le temps où, en Wallonie et à Bruxelles, l'enseignement public attirait le plus d'élèves. Depuis le *Pacte scolaire*, l'enseignement privé reçoit de plus en plus d'argent public sans jamais devoir se soumettre à des réviseurs d'entreprise. Cet enseignement peut donc toujours disposer de «caisses à cigares», comme certains les appellent, alimentées entre autres par des sortes d'agences de voyage qui bénéficient du bénévolat des enseignants. Ces montants s'ajoutent aux subsides publics.

Les écoles de la Communauté française, elles, ne disposent que de ce que leur octroie leur PO. Elles sont même particulièrement lésées. Par exemple, les communes sont tenues d'accorder les mêmes avantages sociaux aux enfants qui fréquentent leurs écoles et celles de l'enseignement libre qui se trouvent sur leur territoire, mais les enfants qui fréquentent l'établissement de la Communauté française situé sur le même territoire en sont exclus!

Pour en revenir à un vieux schéma marxiste, la contradiction principale dans la concurrence scolaire est celle qui existe entre le réseau privé et le réseau public. Dans cette compétition, le réseau public est de plus en plus perdant, il est même en train de perdre son âme: l'enseignant formé dans l'enseignement public n'y est même plus prioritaire! Combien sont-ils à encore s'en souvenir, à pouvoir lutter contre l'assimilation?

Que faire?

Est-ce un hasard si cette occultation des réseaux est partagée par le PS? Que ce soit Di Rupo, Onckelinx, Dupuis ou Arena, tous ont affirmé, à un moment ou à un autre, que la question des réseaux est dépassée. En s'inscrivant dans l'optique d'une Europe libérale, n'est-il pas normal que le PS ait fait son deuil d'un enseignement public? Il joue cependant son rôle «d'aspirine», afin de rendre la pilule libérale acceptable par les travailleurs. C'est ainsi que son discours sur l'école de la réussite, sur «l'égalité des chances» (l'égalité serait donc une loterie et non un droit!), sur la lutte contre les échecs, restent des discours, toujours à recommencer sous des emballages différents; aujourd'hui, c'est le contrat stratégique, mais la réalité ne fait qu'empirer et empirera encore!

Faisons éclater au grand jour la réalité des réseaux, imposons des réviseurs d'entreprise à l'enseignement libre. Exigeons un réel refinancement de l'école qui lui rendra au moins son encadrement d'avant *Val Duchesse*, c'est-à-dire de vrais enseignants, de vrais éducateurs, de vrais centres PMS opérationnels. Finissons-en avec les succédanés que l'on nous offre aujourd'hui: *médiateurs, équipes volantes, caméras, empreintes digitales...*

LOUISE GOTOVITCH
Inspectrice de pédagogie honoraire

¹ Voir Prosper BOULANGÉ in Le DR, décembre 2006/janvier 2007.

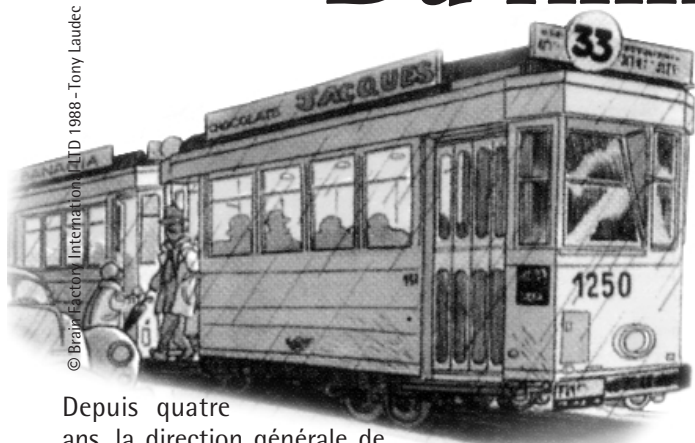
² L'auteur de l'agression est originaire du Kosovo.

³ APPED: Appel pour une école démocratique

⁴ Vers l'école commune,
www.ecoledemocratique.org/article.php3?id_article=341, point 4.

⁵ L'évaluation centralisée, *ibidem*, point 9.

Du rififi à la STIB



Depuis quatre ans, la direction générale de la STIB (société publique gérant les transports en commun à Bruxelles) échauffe un énorme projet de restructuration, bien mal nommé *Plan Erasmus*. Le but final de ce plan est de rendre l'entreprise de service public «rentable», comme si c'était une entreprise privée capitaliste. Les grands managers engagés récemment par la STIB (avec de très hauts salaires..) ont pour mission de faire des économies drastiques pour réduire le plus possible le subventionnement de la société de transport en commun par l'Etat. Ce sont les usagers et les travailleurs qui en font les frais: les voyageurs paient de plus en plus cher et les agents de la STIB travaillent de plus en plus dur.

Ce plan envisage une réorganisation de tous les services de la STIB. Il est déjà mis en œuvre chez les employés qui doivent s'adapter à un système de classification de fonctions et d'évaluations systématiques. Il a été accepté «à l'essai» par les travailleurs du métro qui doivent subir une prolongation de leur temps de conduite.

Maintenant, c'est aux travailleurs de tram et de bus qu'on veut faire avaler des couleuvres. Ici, le plan porte un nom technique et neutre: *Drivers II*. Mais au fil des multiples réunions avec la direction au sujet de ce plan, les délégués syndicaux se sont rendus compte qu'il y avait anguille sous roche. Le Plan propose, entre autres, de nouveaux roulements qui *devraient* améliorer la qualité de vie des agents. En réalité, on ne peut pas appeler *amélioration* l'introduction de jours de congés isolés dans ces nouveaux roulements, la perte de la gestion de 4 jours de congés sur l'année. Ce n'est qu'un exemple.

Nous allons découvrir plus loin que *Drivers II* n'est rien d'autre que la mise en place d'une nouvelle méthode de production visant à augmenter la productivité des travailleurs en augmentant leur temps effectif de conduite. La suite peut sembler difficile à un lecteur qui n'est pas «dans le bain» jour et nuit, mais nous croyons indispensable d'y plonger quelques instants pour comprendre que chaque minute de *gain de productivité* aggrave les conditions de travail déjà infernales des agents des transports en commun.

Un festival de roulements est proposé par la direction. Les conducteurs ont été mis sous pression, individuellement ou par petits groupes, par les assistants de dépôts (les encadrants) dont la mission première devrait être d'assister les chauffeurs et non pas de leur servir la soupe patronale. Beaucoup de travailleurs ont cru choisir le bonheur ou le moindre mal.

L'enquête se faisait souvent dans l'urgence, avant ou après le service des agents et jamais pendant leurs heures de travail. Les conducteurs devaient réagir et répondre en quelques instants, ils étaient placés individuellement en état de subordination face à un supérieur qui utilise une technique psychologique (séduction + intimidation) pour les amener à être favorables au projet. On ne peut qualifier cette méthode de neutre.

Réunions diverses, implication des encadrants, trois enquêtes menées auprès des chauffeurs: l'ampleur des moyens mis en œuvre par la direction démontre bien qu'il n'y a d'intérêt que pour elle seule. Il en irait tout autrement s'il s'agissait réellement de l'intérêt des travailleurs. Il est malhonnête d'utiliser le mensonge par omission en passant sous silence que la mise en œuvre de ces nouveaux roulements exige une modification substantielle des règles existantes qui rendra le travail beaucoup plus dur. En effet, pour que ces

nouveaux roulements censés améliorer la qualité de vie des ouvriers puissent voir le jour, le patron veut modifier deux règles: celle de la durée du service et celle de la durée de conduite.

La durée d'un service est actuellement comprise entre 7 et 8h30. La direction veut monter ce maximum à 9h09! 14% des services pourraient atteindre ce plafond.

Deuxième règle que la direction veut modifier: la durée de conduite. Celle-ci est actuellement de 7h40. Elle représente la somme des temps de présence du chauffeur comme titulaire à bord d'un véhicule en ligne, en ce compris les temps de parcours, le break (20 minutes pour manger) et les temps de régulation (minutes d'arrêt au terminus permettant de réguler les retards imprévus sur le parcours du bus).

La direction veut augmenter la productivité. Pour cela, elle veut sortir le break du temps de conduite. Bien sûr, elle présente cela autrement: elle fait miroiter aux agents le plus que cela représenterait pour eux. Elle monte en épingle le fait que «on pourra avoir un petit local, se laver les mains, utiliser un four à micro-ondes, s'installer confortablement». Il faut être très vigilants sur ce point car les arguments les plus fallacieux sont utilisés par la direction pour atteindre son objectif.

Extraire les 20 minutes de break de la durée de conduite aura pour conséquence de faire rouler l'agent 20 minutes de plus! 20 minutes multipliées par 700 services par jour multipliés par les jours de travail par an: on attrape le vertige en calculant le nombre de minutes de conduite récupérées par le patron, le gain de productivité acquis sur le dos des travailleurs! Cela fait combien d'emplois en moins?

Une productivité accrue devrait se traduire par une diminution du temps de travail et non le contraire. Mais ce qui importe à la direction, c'est de faire le maximum d'économies sur le dos des travailleurs, d'en extraire le maximum de profit et non d'améliorer leur condition.

Notre correspondant à la STIB

Dix ans après : Les leçons toujours actuelles de Clabecq !



Le 2 février 1997, à l'appel de la délégation syndicale des *Forges de Clabecq*, septante mille personnes participaient à la marche multicolore pour l'emploi. À l'époque, faut-il le rappeler, hormis pour les travailleurs des *Forges* et leurs nombreux sympathisants, le sort de l'entreprise en était jeté, sa fermeture définitive était considérée comme inéluctable. Ceci répondait à la logique implacable d'un système économique qui élimine les entreprises considérées comme étant trop peu productives ou insuffisamment rentables. L'aspect humain étant, bien entendu, totalement ignoré dans le chef des décideurs.

En décembre 1996, dès l'annonce d'un éventuel dépôt de bilan, le personnel, qui avait été mis en chômage technique depuis plusieurs semaines, rejoignit l'entreprise et opposa un refus catégorique à la fermeture de son usine. En lieu et place, la délégation syndicale exigeait un ambitieux plan de

relance sur base d'investissements qui pérenniseraient l'outil pour de nombreuses années encore. Ce fut le démarrage d'un conflit qui prit fin en juillet 1997 après un référendum organisé par la hiérarchie syndicale. Si le conflit connut son épilogue au niveau de l'entreprise, une suite qui dura sept ans lui fut infligée devant les tribunaux, puisque le parquet de Nivelles, l'ex-gendarmerie, ainsi que l'un des curateurs chargé de la faillite des *Forges de Clabecq*, s'étaient donné pour objectif de criminaliser cette lutte. Treize travailleurs et militants syndicaux ont donc enduré les affres d'un procès pour lequel pas moins de 67 audiences ont eu lieu.

Une des particularités du conflit de Clabecq réside surtout dans la constance de la mobilisation, tant de la part des principaux intéressés, les travailleurs des *Forges*, que de la part des nombreux sympathisants venus de toutes les

régions, du nord comme du sud de la Belgique. Ainsi, lors de chaque assemblée générale organisée sur le site de Clabecq – il y en a eu en moyenne deux par semaine pendant toute la durée du conflit, la présence de ces partisans n'a jamais failli.

Dix ans plus tard, certains se posent toujours la question de savoir comment une mobilisation d'une telle envergure a pu être maintenue. Pour y répondre, il faut se pencher sur le type de syndicalisme qui était pratiqué aux *Forges*. Depuis les années '80, la délégation syndicale FGTB s'était inscrite dans un militantisme se développant sur trois axes: le dialogue permanent avec les travailleurs pour les amener à l'émancipation politique; la formation continue des militants syndicaux; l'action solidaire partout où il était possible d'agir. Les résultats se sont très rapidement fait sentir.

Suite page 14 ►



Au-delà du Forum Social Mondial de Nairobi

Le premier Forum Social Mondial a été organisé en 2001, à un moment de totale hégémonie néolibérale, et en tant que contrepartie du Forum Économique Mondial de Davos qui réunit tous les ans les principales puissances économiques du monde.

Sept ans plus tard, la situation a changé.

Le système néolibéral est sur la défensive, malgré son discours triomphant, malgré des mesures d'adaptation à la nouvelle conjoncture (lutte contre la pauvreté, par exemple), et malgré la persistance de son énorme pouvoir de décision.

Nous assistons aujourd'hui à des échecs de plus en plus patents : échecs écologiques par la surexploitation des ressources naturelles, échecs économiques comme le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ALCA), échecs militaires comme en Irak. Cette mise sur la défensive du néolibéralisme n'aurait pas été possible sans une série de résistances : nouveaux agendas politiques, en particulier en Amérique latine, opposition marquée aux guerres d'agression au Moyen-Orient, convergence des mouvements sociaux et des ONG progressistes du monde entier, notamment dans le cadre des Forums sociaux.

La contribution de ces derniers est à la fois spécifique et globale. Points de convergence entre mouvements et organisations du monde entier, lieux d'échange entre différentes catégories de victimes du système, ils ont, depuis 7 ans, mobilisé des centaines de milliers de personnes au travers de rencontres mondiales, continentales, nationales et thématiques. Leurs principaux acquis peuvent se résumer en quatre points.

Tout d'abord, ils ont beaucoup contribué au développement d'une nouvelle conscience collective. Du «*il n'y a pas d'alternative [au marché capitaliste]*» de Mme Thatcher au «*un autre monde est possible*», le changement culturel est profond. Il s'agit bien entendu d'un processus qui doit être poursuivi, et qui sera long à se réaliser dans les différentes parties du monde et les différents groupes sociaux.

Le deuxième acquis est la mise en place ou le renforcement d'un fonctionnement en réseaux. *Via Campesina* par exemple, qui rassemble plus de 100 mouvements paysans autour du monde, a trouvé son poids grâce aux Forums. Et d'autres réseaux ont vu le jour : sur la fiscalité, entre avocats défendant les leaders de mouvements sociaux, etc.



Troisième acquis : les Forums comptent parmi les forces qui ont contribué aux échecs du système néolibéral. C'est grâce aux Forums qu'une manifestation mondiale a pu réunir, dans plus de 600 villes, quelque 15 millions de personnes contre la guerre en Irak.

Enfin, un apport essentiel des Forums a été la création d'une nouvelle dynamique de fonctionnement, non plus «*avant-gardiste*» mais sur une base démocratique et pluraliste.

Le Forum de Nairobi a été un nouveau pas dans cette direction générale. Il a aidé à intégrer l'Afrique davantage dans le grand courant, et à permis aux

non-Africains de mieux comprendre les situations africaines, et notamment que l'Afrique n'est pas un continent oublié et marginalisé, mais au contraire, en tant que périphérie du capitalisme global, celui qui est intégré le plus étroitement au processus de mondialisation. Il a été l'occasion de découvrir les souffrances et la misère d'un grand nombre, mais aussi l'extraordinaire capacité de survie des peuples africains, leur sens de l'hospitalité et leur joie de vivre, malgré la dureté de leur existence. Beaucoup d'entre nous ont été impressionnés par l'importance de la religion dans leurs expressions culturelles et leurs engagements sociaux.

Comme les précédents, et peut-être davantage encore, le Forum de Nairobi a été un «*espace ouvert*» à tous ceux qui ont voulu organiser une activité dans le cadre de la charte de base. Plusieurs des convergences de la dernière journée ont été des réussites, permettant la rencontre entre mouvements et organisations de types différents. Soulignons aussi que l'organisation de la rencontre en un seul lieu, le grand stade de Nairobi, a grandement facilité la participation et les contacts.

Autour des Forums

Les Forums sont des points importants de rencontre et d'échange dans un cadre pluriel. Ce sont également des lieux de mise en réseau. En tant que tels, leur existence même a déjà un impact politique. Mais ils ne sont ni le lieu d'une élaboration systématique de la pensée critique, ni un organe de planification des actions. C'est pourquoi différentes initiatives ont été organisées parallèlement ou en complément aux Forums.

Ainsi, en marge du Forum de Porto Alegre en 2005, un groupe d'intellectuels rédige le *Manifeste de Porto Alegre*, qui tente une synthèse des principales orientations des Forums mondiaux.

Une autre initiative a été la création du mouvement «*En défense de l'humanité*» à Mexico en 2003. Regroupant des intellectuels (par quoi il faut entendre ceux capables de prendre une distance critique vis-à-vis de la réalité), des artistes et des journalistes d'Amérique latine, d'Amérique du Nord et d'Europe, il rappelle l'urgence de la situation d'un monde détruit physiquement et socialement par la prédominance du capital.

L'Appel de Bamako, rédigé en 2006 par un groupe de plus de 300 personnes à Bamako (les autres sessions ayant eu lieu à Caracas et à Karachi), est un effort pour compléter, au plan des alternatives et des stratégies, l'analyse des grandes questions de l'humanité aujourd'hui. Le *Forum Mondial des Alternatives* a organisé à Nairobi 10 activités différentes sur la base de *L'Appel*.



Enfin, l'*Assemblée des Mouvements Sociaux*, qui se réunit dans le cadre des Forums depuis 2002, rédige un document hors Forum, mais auquel participent les mouvements présents au Forum, et qui propose des actions communes. Cela a encore été le cas à Nairobi, où l'importante contribution des mouvements africains s'est distinguée à la fois par ses opinions affirmées et la pertinence de ses analyses.

Toutes ces initiatives répondent à la question de savoir comment passer d'une conscience collective à des actions collectives. En effet, on ne change pas la réalité par la prise de conscience, même si elle est indispensable, mais par le pouvoir et la construction de nouveaux rapports de force. L'expérience des mouvements sociaux dans plusieurs pays d'Amérique latine a été déterminante dans l'échec de l'ALCA ou l'opposition aux privatisations. L'Afrique et l'Asie connaissent

des expériences similaires. Comme je l'ai déjà indiqué, l'un des effets concrets des Forums a été la création de réseaux orientés vers l'action.

Et maintenant ?

Beaucoup de tâches restent à accomplir à l'avenir. La première est d'accroître la conscience collective, non seulement dans sa dimension géographique et au travers des différents secteurs de la société, mais aussi d'un point de vue qualitatif. Il ne suffit pas de reconnaître et de condamner les excès et les abus du capitalisme sur le plan éthique. Il importe de parvenir à la conscience que la logique du système capitaliste lui-même est à la racine de ces excès et abus. Les victimes, peu à peu, le comprennent plus clairement. Ici encore, il s'agit d'un processus qui ne s'enseigne pas de l'extérieur, mais doit être découvert par une analyse interne.

Une deuxième tâche consiste à préciser ce que peut être cet «*autre monde possible*», sans quoi celui-ci restera une idée généreuse mais sans contenu. Beaucoup a déjà été fait dans ce domaine par les participants aux Forums ; pourtant, un travail sérieux de concrétisation reste à accomplir. Il est exclu d'imposer une doctrine toute faite : il faut bien plutôt systématiser la conscience générale et préciser les grands domaines d'action. On peut indiquer quatre grandes orientations, qui correspondent aux principaux axes de la réalité humaine :

- ▶ Utilisation durable des ressources naturelles : de l'exploitation à la symbiose, promotion d'une nouvelle culture des relations entre les êtres humains et la nature.
- ▶ Primat de la valeur d'usage sur la valeur d'échange : définition d'une nouvelle vision de l'économie qui ne donnera pas, comme le système capitaliste, la priorité exclusive au marché.
- ▶ Démocratie entière, représentative et participative : sur le plan politique mais aussi dans toutes les relations sociales, qu'il s'agisse des sexes ou de la production.
- ▶ Interculturalité : participation de l'ensemble des cultures, des savoirs, des orientations philosophiques et des religions dans la construction des sociétés, sur la base des trois premiers principes.

Ces quatre axes doivent être concrétisés en relation les uns avec les autres par un processus collectif, dans lequel les Forums peuvent jouer un rôle d'accélérateur des échanges de savoirs et d'expériences.

Enfin, il reste à traiter la question des alternatives et des stratégies. Les Forums ont contribué à forger la conscience que des alternatives existent bel et bien dans toutes les dimensions de la vie humaine collective : écologique, économique, politique et culturelle, mais aussi sur plusieurs horizons : celui de l'utopie ou du long terme, celui du moyen et du court terme. Le problème consiste dans la volonté politique de les réaliser et dans la reconnaissance des forces sociales capables d'exercer les pressions nécessaires pour permettre la réalisation d'expériences et la prise de décisions politiques nouvelles. De même, nous devons élaborer des stratégies basées sur l'organisation des victimes, qui leur donneront un cadre de négociation avec les pouvoirs. L'organisation de réseaux a été un premier pas ; reste à envisager la création de réseaux de réseaux.



Les Forums sont un processus qui se base sur les actions existantes et s'accompagne d'un travail de pensée critique. Les deux sont nécessaires pour promouvoir, pas à pas, la construction d'un «*autre monde*». Il s'agit à coup sûr d'un voyage long et difficile, rempli de luttes et de contradictions. Ce processus est aussi une source d'espoir.

FRANÇOIS HOUTART

Traduit de l'anglais et adapté par
Karel VERMEYEN

Toutes les photos : © Indymedia
Marc-Antoon De Schryver

Jean-Claude Galler :

La libéralisation supprime le contrôle citoyen sur l'énergie

Nous avons rencontré Jean-Claude Galler, secrétaire fédéral de Gazelco¹, le syndicat des gaziers et électriciens affilié à la CGSP, afin de faire avec lui le point sur la libéralisation de l'énergie, présentée par le monde politique unanime comme un progrès pour les consommateurs.

Le Drapeau Rouge : Le gouvernement wallon nous a présenté la libéralisation de l'énergie comme un plus pour le consommateur. Est-ce aussi votre sentiment ?

Jean-Claude Galler : Non. Je suis même convaincu que l'on va payer plus cher. On devient libre, mais pas seulement les consommateurs, aussi les producteurs, les patrons qui ne sont plus contrôlés. Ils sont donc libres de pratiquer les prix ou de consentir aux investissements qu'ils souhaitent. C'est la rentabilité à court terme et le profit qui deviennent la règle. C'est le néolibéralisme.

DR : Et qu'en est-il d'un supposé effet bénéfique de la concurrence ?

JCG : Il n'y a pas de concurrence sur le

territoire belge, mais deux opérateurs historiques, *SPE* qui est aujourd'hui à 49 % public et à 51 % privé (*Gaz de France* et les Anglais de *Centrica*) et *Electrabel* qui appartient à *Suez* et possède 90 % de la production belge. Les autres doivent acheter leur électricité ailleurs et plus on achète loin, plus cela coûte cher. Les acteurs historiques ont donc un avantage qui demeurera fort longtemps. Par ailleurs, si la fusion *Gaz de France-Suez* a lieu, il n'y aura même plus deux fournisseurs d'importance, mais un seul si des mesures anti-monopole ne sont pas prises par le gouvernement.

DR : Qu'observe-t-on en matière de prix là où la libéralisation a eu lieu ?

JCG : Partout les prix augmentent. Et puis c'est la fin de la solidarité et du prix unique. En Belgique, les habitants du Brabant wallon paient aujourd'hui leur électricité moins chère que ceux du Luxembourg. Les disparités vont s'accroître.

DR : Et pour les institutions publiques ?

JCG : Les communes bénéficiaient jadis pour l'éclairage public de remises importantes (20 à 80 %). Depuis la libéralisation, c'est fini, c'est le prix du marché, comme pour tout le monde. Pour les communes, l'addition va être salée.

DR : Producteur, transporteur, distributeur, vendeur. La segmentation du marché qui accompagne le processus de libéralisation/privatisation et que l'on retrouve aussi pour le rail ou la poste ne risque-t-elle pas à terme de se répercuter lourdement dans le portefeuille du citoyen ?

JCG : Quand l'activité était intégrée, on partageait les frais (informatique, entretien, service salaire,...). Maintenant ce n'est plus le cas. Par ailleurs, auparavant si une activité faisait moins de bénéfices que l'autre, on se contentait du fait que la moyenne demeurait acceptable. Aujourd'hui, chaque acteur cherche à faire des bénéfices.

DR : D'autres conséquences ?

JCG : Il y avait un Comité de contrôle pour les prix de vente qui a disparu dans la foulée de la libéralisation. Il y avait aussi le CNE (Comité national de l'énergie) qui était chargé d'établir pour toutes les parties un projet de plan d'équipement. Tous ces organismes de régulation disparaissent².

DR : Pensez-vous que des coopératives ou des entreprises publiques ont une chance de s'imposer comme des acteurs importants de la production électrique ?

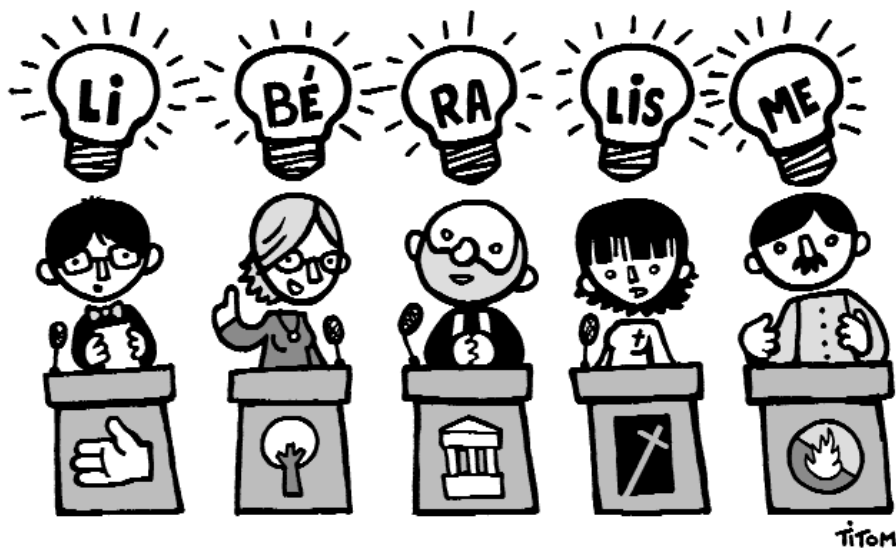
JCG : Je suis un peu sceptique.

DR : Profit à court terme et sécurité font-ils bon ménage ?

JCG : Non. Pour le nucléaire, il existe toujours l'*AVN* (*Association Vinçotte Nucléaire*) mais, de manière générale, depuis la libéralisation, les entreprises jouent avec la sécurité. On en fait de moins en moins pour la sécurité, par exemple en réduisant l'emploi dans les équipes chargées de la maintenance de l'outil de production.

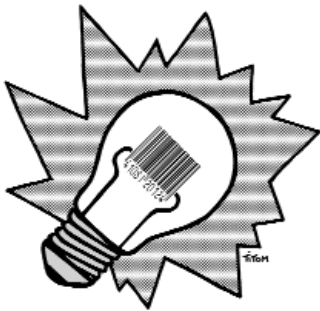
DR : Et pour ce qui est des investissements ?

JCG : Aujourd'hui, c'est l'intérêt financier, et non général, qui fait office de moteur dans les choix. Par exemple, chez *Elia*, qui gère l'infrastructure belge, on a une politique d'investissements massifs à la frontière française. Dans le même temps, il n'y a toujours



Pourquoi autant de partis politiques pour proposer toujours la même idée ?

pas aujourd'hui de ligne permettant de faire des échanges avec l'Allemagne. On favorise ainsi les producteurs français, et Suez en particulier. Ce n'est pas dans l'intérêt collectif, mais ce n'est pas un hasard.



PRIVATISATION DE L'ÉLECTRICITÉ

DR : Comment expliquez-vous l'attitude de la social-démocratie qui joue depuis 20 ans un rôle moteur dans le processus de libéralisation/privatisation des services publics ?

JCG : Avant un processus important comme celui-ci, il existe des projets qui sont remis aux organisations syndicales. Concernant la libéralisation de l'électricité, on a reçu le premier projet alors

qu'Elio Di Rupo était secrétaire d'État à l'Énergie. Nous l'avons interpellé et il a très clairement fui ses responsabilités. Ensuite, c'est Poncelet, un politique de droite pro-*Electrabel*, qui a repris ce poste. On a été trouver les gens du PS. Ils voulaient bien amender certaines modalités, mais pas remettre en cause le processus.

DR : Pourquoi ?

JCG : Pour moi, c'est très clair, cela veut dire qu'au-delà des discours, ils sont aujourd'hui favorables à l'économie de marché.

DR : Lorsqu'aujourd'hui les politiques de tous bords clament que les problèmes de non-rentabilité, de précarité, de chômage et de pauvreté trouveront une solution satisfaisante pour tous par ce qu'ils appellent la «libéralisation des monopoles publics», n'est-ce pas l'idéologie libérale qui a contaminé la social-démocratie ?

JCG : C'est exact. Ils disent que c'est toujours la faute de l'Europe, mais c'est faux. Il existe des directives européennes, mais on a des solutions pour main-

tenir une situation plus juste et plus solidaire que l'on n'utilise même pas. Par exemple, on pourrait demander aux 13 gestionnaires de distribution wallons de pratiquer un seul et même prix. On ne le fait pas.

DR : Parlons un peu écologie. Que pensez-vous du retour en force des «pro-nucléaire» en France comme en Belgique ?

JCG : Ce n'est pas la même chose en France et en Belgique. Il y a une tradition du nucléaire en France. Ils contrôlent toute la filière et c'est une sorte de «savoir-faire» national. À la CGT par exemple, ils sont «pro-nucléaire» suivant ce raisonnement. Ici, les syndicats ont juste acté le choix du nucléaire qui semblait à une époque la solution la moins chère.

DR : Et 30 ans plus tard ?

JCG : Si on a les moyens demain de se passer de nucléaire, il faut s'en passer. Le nucléaire est peut-être écologique pour le CO₂, mais pas pour le reste, et il peut poser de gros problèmes de sécurité dans un environnement

Quelques dates importantes dans l'histoire de l'électricité en Belgique

1921 : Une loi est votée chargeant les communes d'assurer la distribution de l'électricité. À la suite de celle-ci, un certain nombre de communes (le plus souvent les communes gérées à gauche) créent des intercommunales pures (c-à-d entièrement publiques). D'autres créeront des intercommunales mixtes. Dans les intercommunales, les dividendes étaient reversés aux communes, ce qui constituait pour elles une importante source de revenus. Aujourd'hui les communes perdent ce dividende, ainsi que le prix avantageux qu'elles avaient pour l'éclairage public (augmentation entre 20 et 80 %). Il est probable qu'apparaisse prochainement un impôt communal pour combler ce surcoût.

1954 : Lors d'un congrès de la FGTB, André Renard fait voter une position demandant qu'on laisse au privé le soin de produire, distribuer et vendre l'électricité, mais qu'en contrepartie ce secteur soit contrôlé par les syndicats, le gouvernement et les consommateurs. Cette proposition devient rapidement

une loi. On crée un Comité de contrôle des prix. Commence alors une période au cours de laquelle l'activité, mais aussi les bénéfices et leur utilisation, seront contrôlés. Une partie des bénéfices reste la propriété des entreprises, l'autre partie étant affectée à l'équipement. Sur base de plans d'équipement obligatoires et de plans quinquennaux (c-à-d d'une planification), on construit avec cet argent la majorité des moyens de production (centrales) et des moyens de transport utilisés aujourd'hui. Le Comité de contrôle des prix fixe un prix unique pour tout le pays. Jusqu'au 1^{er} janvier 2007 en Wallonie et à Bruxelles (juillet 2003 en Flandre), on payait le même prix partout.

Début des années 90 : *Intercom*, *EBES*, *UNERG* fusionnent pour créer *Electrabel*.

1997 : *Suez* arrive dans le capital de *Tractebel*, le holding qui contrôle *Electrabel*. Concrètement, cela signifie que les choix énergétiques belges sont

entre les mains de capitaux français.

1999 : Le Parlement vote la loi de libéralisation qui met fin aux entreprises intégrées. On crée quatre activités : production (*Electrabel* et la *SPE*), transport (*Elia*), distribution (intercommunales pures ou mixtes) et vente (*Electrabel*, *Luminus* qui est une marque de la *SPE*, *Essent*, *Nuon*, *Lampiris*,...). Le transport demeure un monopole et la distribution reste aux mains des intercommunales.

2003 : La libéralisation est effective en Flandre. Quatre ans plus tard, les prix n'y ont pas baissé.

2007 : La libéralisation est effective en Wallonie. C'est la fin du prix unique. Des consommateurs du Brabant wallon ou du Luxembourg paieront leur électricité un prix différent. Les intercommunales qui vendaient l'électricité, comme l'ALE à Liège, arrêtent cette activité. Concrètement, elles vendent leurs fichiers à des vendeurs (*Luminus* dans le cas de l'ALE).

concurrentiel et de profits. Et puis l'uranium n'est pas une ressource inépuisable. Je suis pour le renouvelable. Simplement, je pense que dans l'état actuel de la consommation et à moyen terme, les renouvelables auront leur part, mais ne peuvent constituer une alternative à eux seuls.

DR : Précisément, la consommation électrique ne cesse d'augmenter en Belgique. Dans le même temps, les ressources fossiles ne sont pas inépuisables. Quelles solutions prônez-vous ? Quel avenir voyez-vous ?

JCG : Jusqu'en 1999, il y avait l'URE (Utilisation rationnelle de l'électricité) qui s'occupait de «négawatts», c'est-à-

dire de rationalisation de la consommation, mais leurs budgets ont disparu avec la libéralisation. Aujourd'hui, il y a les guichets à l'Énergie de la Région wallonne, mais c'est largement insuffisant. Au niveau syndical, dans le réseau RISE, il y a des initiatives intéressantes. Le problème, c'est que l'on a perdu tout contrôle sur ce que font les producteurs.

Les choix politiques, et en particulier cette libéralisation, ont supprimé le contrôle citoyen et affaibli notre possibilité d'opter pour telle ou telle filière énergétique.

Propos recueillis par **PIERRE EYBEN**

¹ *Gazelco défend depuis un demi-siècle les intérêts des travailleurs occupés dans les entreprises et les organismes de production, de coordination, de transport et de distribution de gaz et d'électricité. Ces entreprises et sociétés dépendent du patronat privé. Les travailleurs sont donc soumis à la législation du privé. Gazelco fait pourtant partie de la Centrale Générale des Services Publics. Ce choix est dicté par une conviction idéologique du syndicat : l'énergie est un besoin essentiel et les pouvoirs publics doivent le rencontrer.*

² *Contrairement à de nombreux pays qui nationalisèrent l'électricité au lendemain de la 2^{ème} Guerre mondiale (France, Italie,...), l'électricité belge n'a jamais été entièrement sous contrôle public (en particulier sa production). Il existait toutefois une régulation publique du secteur (Comité de contrôle des prix et Comité national de l'énergie) qui, depuis la mise en route de la libéralisation en 1999, est largement mise à mal.*

Les leçons de Clabecq

Suite de la page 9 ▼

Ainsi, en 1993, c'est quelques 800 travailleurs des *Forges de Clabecq* qui venaient manifester à Bruxelles contre les mesures anti-sociales du *plan global* préconisées par le gouvernement de l'époque. À d'autres occasions, c'est un piquet de grève dans une autre entreprise en difficulté que les délégués et militants syndicaux allaient soutenir. Si ces actions leur ont valu un important capital de sympathie de la part de ceux qui avaient pu apprécier ces actes de solidarité, ceci leur a attiré l'inimitié des adeptes du compromis à tout prix et autres fervents de l'affirmation que *les meilleures grèves sont celles que l'on ne commencent pas!* À l'époque, ces derniers se situaient généralement dans les hautes sphères syndicales. Deux d'entre eux, permanents à la CSC, n'ont d'ailleurs pas hésité à livrer la liste complète de leurs militants au candidat reprenneur des *Forges*.

On pourrait aussi se demander s'il n'appartient pas aux organisations syndicales et à toute leur logistique d'informer de manière complète et critique leurs affiliés, de prendre en charge la formation des militants, ainsi que d'être le moteur de la solidarité active lorsqu'il y a nécessité de se mobiliser pour venir en aide à des travailleurs en difficulté dans leurs entreprises? Au vu des récents événements sociaux importants, on peut vraiment se poser la question du rôle que jouent encore les organisations syndicales de ce pays. L'exemple le plus



frappant et le plus récent est sans nul doute les événements de l'usine VW à Forest. Le mardi 21 novembre 2006, au lendemain de l'annonce des licenciements massifs décidés par la direction générale de la firme allemande, un *Mise au point* spécial était programmé sur la RTBF. Si les responsables syndicaux présents sur le plateau se disaient scandalisés par l'attitude des dirigeants du groupe, il semblait qu'ils prenaient pour acquise la décision annoncée. Lors des négociations qui ont suivi, c'est avant tout la côté pécuniaire qui a pris le dessus sur toute autre considération, tel le maintien de l'emploi par exemple. Face à un tel déficit d'engagement, comment organiser la résistance? Au final, n'est-ce pas la direction de VW qui a d'elle-même réduit le nombre de

perte d'emplois annoncé antérieurement? Bien pire encore est le sort réservé aux nombreux travailleurs des entreprises de sous-traitance pour qui VW est le client unique. Il faudrait également évoquer le vide presque total de mesures sociales mise en place pour les milliers d'intérimaires frappés lors de tels événements.

La lutte pour le progrès et l'émancipation du monde du travail est longue et demande des efforts sans cesse répétés. Jour après jour, beaucoup de militants au sein d'entreprises tentent courageusement de relever ce défi. Le paradoxe est qu'ils sont pour cela trop souvent freinés ou admonestés par leur hiérarchie syndicale. Alors, que faire ?

Le 2 février 2007, l'usine des *Forges de Clabecq*, devenue *Duferco Clabecq*, était toujours debout et près de 400 travailleurs y occupent encore un emploi, malgré sa fermeture *inélucltable* programmée en 1997.

Les treize travailleurs et militants syndicaux poursuivis par les tribunaux, et pour certains lâchés par leur organisation syndicale, ont fait front. Les uns ont bénéficié d'une suspension du prononcé, les autres ont été acquittés.

Il est à souhaiter que l'exemple de tous ceux qui restent debout face à l'agression du système économique et politique demeure présent à l'esprit des militants épris de justice et de progrès social.

FERNAND FYON

Ancien délégué syndical aux
Forges de Clabecq

La Chine et le grand bond «commercial»

Depuis la Deuxième guerre mondiale, les relations économiques internationales se déroulaient, sur un plan spatial, selon trois grands axes. Le premier axe, Nord-Nord (entre les pays de la Triade: USA, Japon, Europe occidentale), était de très loin le plus important pour les échanges de marchandises (plus de 70 %) comme pour les flux de capitaux (plus de 90 %). Le deuxième axe, Nord-Sud, relayait les trois ensembles de la Triade avec leurs «arrière-cours privilégiées»: les États-Unis et l'Amérique latine, l'Europe et l'Afrique, le Japon et le reste de l'Asie où les États-Unis exerçaient aussi une influence déterminante. Le troisième axe, «Est-Ouest», n'a jamais revêtu une très grande importance et il a fondu lors de la dissolution de l'Union soviétique.

Depuis la fin du XX^{ème} siècle, un nouvel axe émerge: l'axe Sud-Sud, dont la Chine constitue le pivot. Il réalise de la sorte un vieux rêve tiers-mondiste qui, surtout en Amérique latine, dans les années soixante, préconisait la construction d'un axe Sud-Sud pour échapper à l'emprise du Nord. L'axe Sud-Sud chinois présente deux dimensions: d'abord l'Asie en-dehors du Japon, surtout l'Asie du sud-est; ensuite l'Amérique latine, le Moyen-Orient, l'Afrique. Lors de sa tournée africaine en février 2007, le Président Hu Jintao a promis un volume d'échanges s'élevant à 100 milliards USD en 2010 et un doublement de l'aide chinoise entre 2007 et 2010.

La Chine et «l'étranger du Sud proche»

La croissance exceptionnelle de la Chine a donné une impulsion formidable aux exportations de l'ASEAN vers ce pays: en augmentant de 53 % en 2003, elles ont largement contribué à la relance économique de toute la région, devenant le premier moteur de la croissance en Asie. La politique extérieure chinoise vise à créer une zone de libre-échange en Asie dont elle assumerait *de facto* le leadership. Elle a déjà engrangé des accords bilatéraux importants (territoriaux avec le

Vietnam, de libre-échange avec la Thaïlande), ainsi que des accords de coopération avec les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale. Le 29 novembre 2004 s'est tenue à Vientiane, capitale du Laos, une réunion qui regroupait les dix pays de l'ASEAN, la Chine, la Corée du Sud et le Japon. Il a été décidé de créer en 2010 une zone de libre-échange entre l'ASEAN et la Chine. En 2004, ces pays, qui comptent 1,8 milliards de personnes, ont franchi le cap des 100 milliards USD d'échanges. En 2006, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'ASEAN, supplantant les États-Unis.

L'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du sud-est) compte cinq pays fondateurs: la Thaïlande, Singapour, la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines. Ces dernières années, l'ASEAN s'est élargie à Brunei, au Vietnam, au Cambodge, au Laos et au Myanmar (Birmanie). Le libre-échange entre les dix membres sera effectif en 2012.

Si dans une zone économique donnée, on supprime les entraves au commerce, celui-ci va croître d'autant plus rapidement que les obstacles étaient élevés. Dès qu'on crée une zone de libre-échange, deux effets majeurs ont lieu. D'une part, une augmentation du commerce entre les pays de la zone et, d'autre part, sa diminution avec le reste du monde. Des études empiriques menées sur les effets du libre-échange entre l'ASEAN et la Chine montrent que l'effet «création» supplante l'effet «destruction».

D'ici 2010, la zone de libre-échange de l'ASEAN et la Chine sera réalisée. Les chiffres du commerce intra-zonal de 2003, 2004 et 2005 confirment les prévisions. L'espace ASEAN-Chine devient de plus en plus intégré et l'impact de la Chine au sein de cette zone est prépondérant. Sa population est de 8,5 fois plus importante que celle des pays de l'ASEAN et son PIB trois fois plus élevé. Dans cette zone, il y a donc un mammoth, quelques dragons, de jeunes tigres de taille moyenne – à l'exception de l'Indonésie –

et trois pays qui jouent un rôle économique secondaire: le Cambodge, la Birmanie et le Laos.

La Chine entend étendre l'espace ASEAN-Chine à une zone plus vaste qui regrouperait également la Corée du Sud, le Japon, Taiwan et Hong Kong. Ces quinze pays ont un taux d'intégration très élevé. Leurs échanges en pourcentage de leur commerce total atteignaient 43 % en moyenne annuelle entre 1993 et 2002. En 2003, ces échanges ont connu un essor exceptionnel: ils doivent avoisiner, sinon dépasser, la barre de 50 %. Par comparaison, les échanges intra-CEI (Communauté des États Indépendants, ex-URSS) atteignent 26 %. En Amérique latine, la zone la plus intégrée (Mercosur: Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay) n'atteignait pas les 20 % en 2001-2002 et, en Afrique, aucune zone économique (Moyen-Orient et Afrique du Nord, Communauté de développement d'Afrique australe...) ne dépasse les 10 %. En dehors de l'Union européenne, la «zone asiatique» est donc la plus intégrée du monde¹.

La Chine et «l'étranger du sud éloigné»

Nous constatons ainsi que presque tous les pays ont accru leurs exportations vers la Chine: le Japon, les pays de l'ASEAN, l'Inde. La croissance des exportations d'Amérique latine a été la plus spectaculaire. En 2003, elles ont augmenté en moyenne de 75 %; celles de l'Argentine, de 125 %, celles du Venezuela de 80 %, celles de la Colombie de 60 %. En 2000, la Chine était le quinzième partenaire du Brésil, elle est aujourd'hui son deuxième client. Quand on sait que la Chine est devenu le premier consommateur mondial de cuivre, de zinc, d'étain, de platine, d'acier, de fer et le plus grand importateur de pétrole et que, d'autre part, l'Amérique latine est un des plus grands exportateurs de minerais et de soja – que la Chine importe massivement –, on comprend qu'il y a là des complémentarités objectives qui expliquent ces flux de marchandises. En

B R E V E S

Des profits record...

BAE Systems, l'ex-*British Aerospace*, le plus gros fabricant d'armes en Europe, a triplé son bénéfice en 2006 (2,42 milliards d'euros), grâce notamment à la vente de ses véhicules *Bradley* qui sont utilisés par les troupes américaines en Irak.

... sur le dos des contribuables tanzaniens

BAE Systems s'illustre aussi par la rondeur des commissions attribuées à ses clients. Ainsi, le Bureau britannique des «fraudes sérieuses» vient d'ouvrir une enquête sur un possible pot-de-vin offert par *BAE Systems* lors de l'achat en 2002 par la Tanzanie – un des pays les plus pauvres du monde – d'un système militaire de contrôle aérien, qui s'est avéré être inutile et obsolète. Tony Blair s'était engagé personnellement en faveur de la transaction, s'élevant à 42 millions d'euros et qui aurait été accompagnée d'une commission de près de 10 millions d'euros payée à des responsables officiels tanzaniens via un compte en Suisse.

Tout va bien pour VW

Skoda, filiale de *Volkswagen*, a terminé l'exercice 2006 avec un bénéfice record de 390 millions d'euros, en augmentation de 40 %, et son chiffre d'affaire a augmenté de 8,7 %. Pour «fêter cela», son président prévoit de développer la capacité de production ...en Chine, en Inde et en Russie.

automne 2004, Hu Jintao a promis aux dirigeants cubains un investissement d'un demi-milliard USD pour moderniser l'extraction de nickel.

Des complémentarités similaires se construisent entre la Chine et l'Afrique. Au début de la politique «porte ouverte» (1978), ces échanges n'atteignaient pas un milliard USD. Pendant la décennie 1990-2000, le volume du commerce a cru de 700 %. En 2005, le volume des échanges entre la Chine et l'Afrique se montait à 50 milliards USD et la Chine est devenue le troisième partenaire commercial de l'Afrique.

L'Afrique peut rencontrer partiellement les besoins énergétiques de la Chine et ses demandes en matières premières. Un quart de la production de pétrole de l'Angola et la moitié de celle du Soudan sont acheminés vers la Chine. Elle n'achète pas seulement. Elle investit également, notamment dans la recherche pétrolière au Gabon et dans l'extraction du cuivre en Zambie. Elle a repris une partie des activités de la Gécamines (non-ferreux) au Congo et elle contrôle la société de télécommunications d'Ethiopie. En outre, elle achète beaucoup de bois en Afrique. 60 % des exportations de grumes (troncs d'arbre) africains sont à destination de l'Asie, dont 96 % vers la Chine.

L'Afrique du Sud est évidemment un partenaire choyé par la Chine. En 1997, Pretoria a rompu ses relations avec Taiwan pour favoriser le rapprochement avec Pékin dont elle est devenue le premier partenaire commercial africain. Il n'y a évidemment pas que des complémentarités entre l'Afrique et la Chine... il y a aussi de la concurrence. Contre du pétrole, du bois, des non-ferreux, la Chine exporte des produits manufacturés à bas prix qui viennent concurrencer les ateliers textiles du Lesotho et de Dakar.

La Chine octroie des prêts à long terme (15 à 20 ans) à faible taux d'intérêt (1,5 %) à l'Afrique. Ces prêts, contrairement à ceux du FMI, n'imposent pas de conditions au pays débiteur (diminution des budgets sociaux, suppression de subventions aux produits de première nécessité, obligation d'ouvrir le capital national aux multinationales étrangères...). Quant aux investissements directs chinois en Afrique, ils stipulent souvent qu'un certain pourcen-

tage des fournitures de la nouvelle entreprise soit fourni par des entreprises locales, ce qui va à l'encontre du code des investissements de l'OMC.

D'une manière générale, les échanges accrus de marchandises sur l'axe Sud-Sud, les flux croissants d'investissements directs entre la Chine et l'Amérique latine, l'émergence d'une prise de conscience des grands pays du Sud face au Nord – principalement les États-Unis et l'UE – ont débouché sur la création d'une nouvelle alliance dirigée par la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Amérique du Sud.

Le retour de Copernic

Le livre *De revolutionibus orbium caelestium* (Des révolutions des orbés célestes) de l'astronome polonais Nicolas Copernic a été imprimé pour la première fois à Nuremberg en 1543. Jusqu'à cette date, l'astronomie était dominée par l'œuvre de Ptolémée qui postulait que la Terre, rigoureusement immobile, siégeait au milieu de l'univers. Au XV^{ème} siècle, Copernic propose un nouveau système cosmologique en contradiction totale avec l'ancien. Pour lui, le soleil devient le centre et la Terre, qui prend rang de simple planète, tourne autour du soleil. Telle est la révolution copernicienne.

Aujourd'hui, le G7² apparaît comme l'unique centre du monde. On y discute entre «grands» de la valeur du dollar, des taux d'intérêt, de la libéralisation des mouvements de capitaux, de la mondialisation. Dans les faits, on ne prend la mesure, ni de la montée en puissance des grands pays du Sud (Chine, Inde, Sud-Est asiatique, Brésil, Afrique du Sud), ni du poids économique de ce Sud devenu le principal moteur de l'économie mondiale, ni de l'axe Sud-Sud qui échappe à l'orbée des grandes puissances.

La révolution copernicienne en matière de relations économiques internationales consiste à poser comme postulat que le G7 n'est plus le seul centre du monde, et qu'il est sur une pente déclinante.

JACQUES NAGELS
Professeur honoraire à l'ULB

¹ BCE, Intégration économique dans différentes régions hors Union européenne, *Bulletin mensuel*, octobre 2004, pp. 69 et s.

² Le G7 réunit les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, le Canada, l'Allemagne, l'Italie et le Japon.



Le grand retour du militarisme nippon?

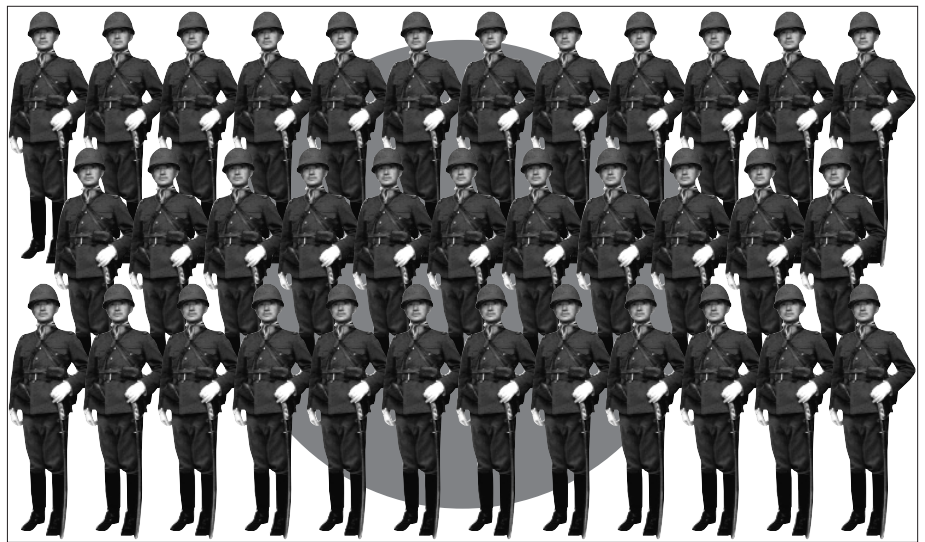
«Nous avons l'obligation de développer davantage notre partenariat stratégique avec ce pays qui est devenu un acteur de plus en plus important sur la scène mondiale, de l'Irak aux Balkans». Tels furent les termes choisis par José Manuel Barroso pour qualifier la signification de la visite bruxelloise du Premier ministre du Japon Shinzo Abe. «Une visite historique destinée à promouvoir la paix et la sécurité dans le monde», souligna-t-il encore.

La tournée européenne de l'homme politique japonais et, en particulier, ses visites aux sièges de l'UE et de l'OTAN, méritent probablement le qualificatif d'historique. En effet, c'est la première fois qu'un chef d'un gouvernement supposé observer, par mandat constitutionnel, une vocation pacifiste, se rend en visite officielle au siège d'une alliance militaire avec l'objectif – certes, encore non avoué – de préparer l'entrée du Japon comme membre à part entière de cette alliance.

Lourde tâche pour un homme qui semble prédisposé à de dangereuses évolutions. Il est le fils de Shintano Abe, longtemps président du Parti Libéral, le parti de la droite musclée nipponne¹ et homme fort du régime jusqu'à sa chute dans la tourmente d'un scandale de corruption où on le trouva associé à Ryoichi Sasakawa, parrain de la mafia locale et financier de toute mouvance d'extrême droite au Japon ou ailleurs. Son grand-père, Nobosuke Kishi, ne fut pas moins notoire: ministre dans le gouvernement du général fasciste Hideki Tojo, il fut, en 1940, un des pères fondateurs du «pacte tri-partite» signé avec l'Italie de Mussolini et l'Allemagne nazie. Emprisonné à la capitulation par les Américains, il fut, comme tant d'autres criminels de guerre, récupéré par ses capteurs pour mieux les servir en réactualisant le traité d'assistance nippo-états-unien.

Il n'est donc pas surprenant que ce fils et petit-fils prodige ait axé sa campagne électorale sur des thèmes comme la révision de la Constitution, qui interdit toute intervention militaire au pays, ou

l'enseignement obligatoire du «patriotisme» dans les écoles. Ni qu'une de ses premières mesures ait été le retour, après plus de 60 ans, d'un ministère de la Défense². En fait ce «nationalisme» affiché par Abe est de nature à mieux cacher sa réelle soumission aux intérêts américains. Ainsi, confronté à une opposition grandissante à sa participation en Irak et en Afghanistan, Abe prépare le retour de ses troupes «japonaises»



pour repartir cette fois sous uniforme otanien mettant ainsi en œuvre les instructions que Jaap de Hoop Scheffer, le secrétaire général de l'OTAN, avait proclamées au sommet de novembre à Riga: «S'il doit y avoir un minimum d'ordre et de sécurité dans le monde d'aujourd'hui, la communauté transatlantique doit accepter la responsabilité d'agir là où l'action est requise»³.

Dans le contexte de la nouvelle vocation planétaire de l'OTAN et de sa prétention à se substituer à terme aux Nations Unies, cette visite est significative et confirme un processus de militarisation déjà entamé⁴: le directeur de l'Institut japonais des relations internationales, Makio Miyagawa, a confirmé le projet de «partenariat renforcé» en déclarant que «les deux parties se rapprochent de plus en plus». Et à titre d'application immédiate, il a affirmé: «Ce que les pays de l'OTAN attendent du Japon, ce sont des engagements supplémentaires tel l'envoi de troupes en Afghanistan»⁵.

Pour sa part, le chef du gouvernement japonais a proposé que le Japon et l'OTAN tiennent des «réunions régulières» et annoncé que «l'OTAN et le Japon allaient entamer des consultations, dans les jours à venir, au sujet de leur coopération concrète». Il a souligné également que le Japon «n'hésiterait pas à envoyer la Force d'Autodéfense (l'armée japonaise) à l'étranger, pour la paix et la stabilité internationales».

Voilà comment Shinzo Abe, Javier Solana et José-Manuel Barroso conçoivent la «promotion de la paix» dans le pays d'Hiroshima.

VLADIMIR CALLER

¹ Il n'y a pas, à proprement parler, de parti d'extrême droite au Japon; nul besoin tant le PLD a bien intégré ces forces.

² Le rétablissement d'un ministère de la Défense est accompagné d'un texte qui fait des opérations à l'étranger une de ses missions prioritaires. Il semble que le prochain pas sera le rétablissement du service militaire.

³ Tokyo apporte déjà un soutien logistique à l'ISAF, la force internationale sous commandement de l'OTAN en Afghanistan et participe à un programme de désarmement des anciens talibans. Pour sa participation en Afghanistan et en Irak (où 600 militaires japonais ont été déployés jusqu'en juillet dernier), Tokyo a dû aménager sa Constitution de 1947.

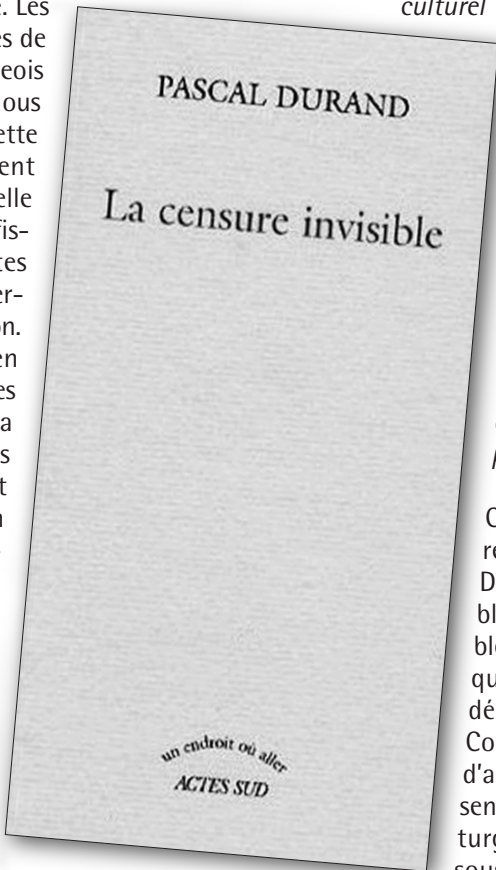
⁴ Bien qu'officiellement pacifiste, le Japon a l'un des plus importants budgets militaires au monde avec 32 milliards de dollars (cinquième au rang mondial).

⁵ Le Monde, 15 décembre 2006.

NB: cet article est également publié dans *Alerte OTAN!* de mars 2006, le bulletin du Comité de surveillance OTAN (CSO), www.csotan.org.

La censure invisible

Pascal Durand a produit un ouvrage plutôt bref¹, mais les questions qu'il soulève au sujet de la production et la gestion des discours «acceptables» ou non par la société, de leur visibilité par les conditions de diffusion auxquels ils sont soumis, sont bien larges et d'une grande pertinence. Les réflexions poussées de ce professeur liégeois nous amènent à nous interroger sur cette censure autrement plus subtile que celle des éditions confisquées, des portes scellées ou des interdictions de parution. Ces dernières, en effet, sont devenues ringardes dans la pratique de nos censeurs qui ont compris combien elles sont superflues s'il est loisible d'obtenir de meilleurs résultats, c'est-à-dire le silence réel de «ce qui ne peut être dit» tout en gardant les mains propres.



où, avec la marée d'essais pré-vendus, «la censure par excès oblitère une censure par privation». Jack Ralite, ministre communiste de la culture sous Mitterrand, ne dit pas autre chose lorsqu'il dénonce que «la numérisation de la distribution, dans un secteur culturel largement soumis

aux intérêts financiers, attaque directement les livres qui ont fait et font l'histoire de la littérature française lesquels ont un temps d'exposition de plus en plus court et partent de plus en plus vite au pilon»².

Cela dit, quelques réflexions de Pascal Durand nous semblent questionnables. En effet, lorsqu'il critique la décision de la Comédie française d'annuler une représentation du dramaturge Peter Handke sous prétexte qu'il

s'était rendu aux obsèques de Slobodan Milosevic, notre auteur souligne «la présence ostentatoire de l'écrivain aux obsèques de Milosevic», présence qui constituerait, à son avis, une «prise de position politiquement peu correcte, à l'évidence». Devons-nous donc comprendre que Handke eut dû assister aux obsèques de manière «non ostentatoire» pour ne pas irriter ses censeurs? Et dire que, en assistant aux obsèques, le dramaturge adoptait une «position politiquement peu correcte», n'est-ce pas en quelque sorte avaliser cette censure qui voudrait nous imposer «le silence ordonné de la parole» et nous encourager à devoir toujours «parler en un certain sens»?

Parmi ces méthodes, l'auteur dénonce la surexposition de certains discours massivement lancés sur le marché, «denrées hautement périssables» si l'on veut juger de leur intérêt réel, pour mieux en noyer ou en escamoter d'autres, et ce d'autant plus qu'ils feront l'objet d'un choix et tout choix «est à la fois élection et exclusion». Ainsi, «la censure, écrit-il, n'est pas l'absence d'écrits, elle en est l'exorbitante présence» ce qui, entre autres, détermine que «le trop de place allouée à ces productions laisse peu de place aux autres». La logique commerciale et les diktats du marketing ne sont donc pas les seuls vecteurs d'une censure économique bien connue; elle peut également traduire ou cacher une censure culturelle avec l'illusion d'une offre abondante et diverse. Or, en réalité, il n'y a qu'une uniforme médiocrité et

PR

¹ La censure invisible, Actes Sud, 75 pp, 10 €.

² L'Humanité, 3 mars 2007.

**Le défi
environnemental
peut-il être
au cœur
d'un projet
de société
de gauche?**

L'écologie et la Gauche

**Lundi
26 mars
2007**

**19 h
à l'ULB (Bruxelles)
AZ1.101**

Conférence-débat co-organisé
par le Groupe Ecolo-ULB,
le Cercle de Refondation
Communiste et
le Cercle Attac-ULB

**Décroissance?
Écologie politique?
Éco-socialisme?
Développement durable?**

Pierre Eyben
Membre de la direction du Parti
Communiste

Zoé Genot
Députée fédérale Ecolo

Isabelle Stengers
Philosophe ULB

Daniel Tanuro
Membre de la Ligue
Communiste Révolutionnaire
(ex-POS)

Dieu(x), modes d'emploi

Le chimpanzé et l'Homme ont en commun plus de 90 % de code génétique. Dans cette différence, dans ce petit morceau d'ADN «autre», se trouve tout ce qui fait l'humain, y compris une certaine idée de transcendance ou, pour parler simplement, quelque chose qui nous dépasse et qui a servi au cours des siècles à justifier tous les pouvoirs absolus, puisque Religion et Société formaient un tout indivisible. Se mettre en marge de la religion revenait à se mettre en marge de la société, qui se chargeait en général dans la foulée de vous retrancher du nombre des vivants. La Révolution française a conventionné le clergé catholique tout en conservant «l'être suprême». Seule la Révolution d'octobre a osé garantir la liberté de culte et de propagande antireligieuse. Depuis, beaucoup d'eau bénite a coulé sous les ponts.



Des pèlerins se baignent dans le Gange, fleuve sacré des hindous.

Partant de la constatation que beaucoup de conflits dans le monde opposent des religions différentes, une exposition intitulée *Dieu(x), modes d'emploi* se tient actuellement à Tour et Taxis (Bruxelles). On y rencontre force groupes d'élèves sous la conduite de leurs maîtres. Ils sont censés y retrouver à travers la multiplicité des traditions une idée unificatrice : sous des aspects divers, nous adorons tous le même Dieu. Noble projet ou habile mystification, chacun jugera des intentions. L'athéisme, par contre, est presque totalement ignoré, alors qu'il est majoritaire dans plusieurs pays occidentaux. Aucune carte des religions ne prend le fait en considération.

Dès le début, nous sommes prévenus : l'exposition a choisi de «laisser de côté la théologie et l'histoire au profit des 1001 manières dont les simples fidèles

vivent leur foi au quotidien». En restant au ras des pâquerettes, nous allons feuilleter un livre d'images. Autant l'ambition théologique est modeste, autant les techniques muséographiques sont ambitieuses. Objets de musées, photos, vidéogrammes, jeux interactifs et même représentation théâtrale. On valorise le spectaculaire et, à force de ratisser large, on aboutit à une certaine confusion. J'entendais des élèves musulmans (sunnites) s'étonnant de photos des rites sanglants de l'*Achoura* des chiites, présentés sous l'étiquette unificatrice de l'islam.



Souvenirs de Guadalupe.

Dans les premiers stands, les dieux sont représentés par de petites statues évoquant plus une vitrine de brocanteur qu'un lieu de méditation. Plus loin, sur une série d'écrans vidéo, des croyants présentent l'essentiel de leurs visions de l'au-delà et, très symptomatiquement, on y retrouve la même angoisse face à la mort. Sur insistance des milieux laïques, on y introduit un sympathique jeune homme athée dont l'essentiel du discours consiste à dire qu'il ne croit pas à ce que les autres interviewés racontent. Un peu limité évidemment.

La simple convivialité «laïque» est, elle, totalement ignorée : en nous décrivant les grands rites de passage (baptême, maturité, mariage et enterrement), pourquoi ne pas noter que ces cérémonies ont largement perdu leur aspect religieux tout en préservant leur chaleur humaine ?

Mais c'est surtout au chapitre si important consacré au «*corps expression du sacré*», aux thèmes de la nourriture et du corps, qu'on passe à côté de l'essentiel. Au lieu de nous dire ce qu'expriment les tabous alimentaires, on nous propose, sous forme de jeu vidéo, d'organiser un

repas commun entre fidèles de diverses religions tenant compte des différents interdits. Cela se termine le plus souvent par un bol de riz accompagné d'un verre de jus de fruit. C'est délicieux et diététique, mais reconnaissons que les différents qui opposent, par exemple, les *Tigres tamouls* au gouvernement du Sri Lanka ne portent pas essentiellement sur la carte des menus.

Pour «*habiller le corps*», on sombre dans le prospectus sur papier glacé des agences de voyage. Nous passons de la nudité totale de certains ascètes hindous à la *burqa* des femmes afghanes sans aucune explication (puisque'on ne fait pas de théologie). À noter cependant les membres féminines de la police iranienne voilées de noir et brandissant leur *kalachnikov*.

Dans «*se servir du corps*», tout une symbolique complexe, souvent très cruelle, avec flagellations, tatouages et mutilations, exprime des itinéraires religieux qui ne coïncident certainement pas tous. Réduire tout cela à un panneau muet illustre la modestie des ambitions des organisateurs.

Après un spectacle théâtral insipide, que conclure ? Visiblement, selon les promoteurs de l'expo, la paix n'interviendra dans le monde que lorsque les différentes autorités religieuses auront conclu ensemble, au sommet, un pacte de non-agression. On pourra alors oublier la lutte des classes, le colonialisme et autres fariboles démodées. Dans cette perspective, la libre pensée, l'athéisme devient l'ennemi principal, l'incontrôlable, en un mot : le désordre.

On ne saurait mieux terminer qu'avec le fameux texte de Marx dont on ne rappelle généralement que la dernière phrase, mais qui mérite plus que jamais d'être cité *in extenso* : «*La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'un monde sans esprit. C'est l'opium du peuple*».

ROBERT WAELES

Partie remise

Nous sommes obligés de remettre au prochain DR le nouvel article de notre série «Racines», consacrée aux moments importants de l'histoire du Parti communiste. La rédaction vous prie de l'en excuser.

Retrouvez le DR sur Internet



www.particomuniste.be

APPEL À NOS LECTEURS

DEVENEZ DIFFUSEUR DU DR!

Bien que le bon accueil de notre journal se confirme (nous approchons des 400 abonnés...), il nous semble urgent de consolider la santé économique du journal. Comme le DR est un journal sans aucun subside et n'accepte pas, par principe, la publicité payante, nous ne pouvons compter que sur nos ventes, au numéro ou par abonnement. Rappelons également que tous les collaborateurs du DR le sont à titre entièrement bénévole. Ces différents facteurs expliquent d'importants retards de parution pour lesquels nous vous présentons toutes nos excuses. Nous nous engageons à y remédier durant l'année 2007.

Mais vous pouvez également contribuer à redynamiser le rythme mensuel de votre journal. Nous vous invitons à devenir, dans votre quartier, votre usine, parmi vos amis, des diffuseurs du DR.

Ainsi, si vous croyez pouvoir diffuser quelques exemplaires, passez-nous commande et nous nous ferons un plaisir de vous envoyer le nombre d'exemplaires souhaité.

Pour nous contacter, écrivez à dr@belgi.net ou téléphoner au **0478 822 084**

Où trouver le DR? *Ils sont nombreux nos amis à nous demander où peut-on trouver le DR! Et bien, notre réseau de distribution-vente commence à se développer. Ainsi, vous le trouverez à:*

Arlon: Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Gand:** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière:** Librairie Bruxelles: •Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint Gilles •Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles •Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Press Shop Place de Brouckère • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint Gilles. **Charleroi:** Librairie Nouvelle Rencontre, 4 Passage de la Bourse, 6000 Charleroi. **Le Soir - Press Shop,** 22 rue Albert I, 7100 La Louvière. **Liège:** Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons:** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur:** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai:** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai.

Sommaire

L'invité du mois

Jerónimo Carrera:
Quelle unité pour les forces
révolutionnaires au Venezuela?
Propos recueillis, à Caracas, par
Sébastien BRULEZ, pp. 2 et 3

Services publics

Hold up à La Poste: 277 bureaux visés
Pierre EYBEN, pp. 4 et 5
Violence à l'école:
les questions essentielles
Louise GOTOVITCH, pp. 6 et 7
Du rifi à la Stib
Notre correspondant à la STIB, p. 8

Luttes

Dix ans après: les leçons
toute nouvelles de Clabecq!
Fernand FYON, pp. 9 et 14
Au-delà du
Forum Social Mondial de Nairobi
François HOUTART, traduit de l'anglais et
adapté par Karel VERMEYEN, pp. 10 et 11

Énergie

Jean-Claude Galler:
La libéralisation supprime
le contrôle citoyen sur l'énergie
Propos recueillis par
Pierre EYBEN, pp. 12, 13 et 14

International

La Chine et
le grand bond «commercial»
Jacques NAGELS, pp. 15 et 16
Le grand retour du
militarisme nippon?
Vladimir CALLER, p. 17

Lecture

La censure invisible, PR, p. 18

Exposition

Dieu(x), modes d'emploi
Robert WAELES, p. 19



Mensuel du Parti Communiste

Éditeur responsable: Pierre Beauvois

Adresse: 9, rue Ruppe
1000 Bruxelles

Tél.: 0477 202 953
0478 822 084

Adresse électronique: dr@belgi.net

Abonnement annuel: 15 €

- à l'étranger: 23 €

Abonnement de soutien: 25 et 50 €

Chômeurs, étudiants: 8 €

Banque ING: 310-1877676-36

ATTENTION! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci!